

MERCREDI 19 FEVRIER 2014

- = **Économie : Soros parie sur une chute de Wall Street** p.1
- = **Tournez-vous vers les actifs réels sans plus attendre** p.2
- = **Le pic qui pique : jusque là tout va bien, sauf pour l'Italie, et le pentagone** p.3
- = **Argentine: l'inflation atteint 30% en deux semaines** p.7
- = **Une St-Valentin... sismique** p.9
- = **« Indices d'aggravation de la crise 2 : 20 % de retenue sur tous les virements reçus de l'étranger en Italie ! »** p.11
- = **DE LA BÊTE POUDRE AUX YEUX!** p.20
- = **APRÈS LA GRANDE PERDITION, LE GRAND ÉCART** p.21
- = **La Loi du Triangle/ History is again on the move** p.23
- = **Je me suis planté** p.29
- = **Devenez un Loup de Wall Street** p.32
- = **Six innovations technologiques anti-NSA qui pourraient bien changer le monde** p.35
- = **Le thorium, combustible nucléaire du futur?** p.40
- = **Revue mondiale de Jean-Jacques Netter** p.42
- = **Le « Big Mac » index** p.46
- = **Voici comment ne plus payer d'impôt** p.47
- = **Le Venezuela et l'Argentine en disent long sur la France** p.51
- = **Microsoft: Windows 8 franchit la barre des 200M de licences** p.55



Économie : Soros parie sur une chute de Wall Street

Charles Sannat 19 février

C'est une dépêche Reuters qui nous a appris que l'un des plus vilains spéculateurs de la planète, le très connu George Soros, anticiperait une baisse des cours à Wall Street.

En effet, le Soros Fund Management mise sur une baisse du S&P500, indice large de Wall Street. « La valeur de la position « short » de Soros sur le S&P500 atteint ainsi 1,3 milliard de dollars, contre 470 M\$ au précédent trimestre. Il s'agit même de la plus importante position du fonds ».

Ce n'est pas un très bon signe pour les semaines à venir et cette information n'est pas le seul « signal faible » reçu ces derniers jours. La situation se tend et le krach peut se déclencher à tout moment. Il n'a été enrayé que grâce aux dernières déclarations de Janet Yellen... la nouvelle gouverneuse de la FED.

[Lire la dépêche complète sur le site Boursier.com](#)

Tournez-vous vers les actifs réels sans plus attendre

Par Louis James - Casey Research
Publié le 19 février 2014

Quelle devise, quelle forme d'or, quelle sorte d'instruments financiers pouvez-vous emporter avec vous lorsque vous voyagez ? Qu'avez-vous à déclarer ? Les réponses à ces questions semblent se compliquer de jour en jour.

Doug Casey nous met en garde depuis un certain temps contre un éventuel renforcement des contrôles de devises et des opérations financières effectuées par chacun d'entre nous – et ce bien avant que l'espionnage du public par la NSA n'ait été dévoilé.

Nous devrions lutter contre ces contrôles par pur principe. Le président et les membres du Congrès qui ont décidé de voter contre l'arrêt immédiat des activités illégales et loin d'éthiques de la NSA devraient être destitués. Avec préjudice.

Il est également nécessaire de s'intéresser aux conséquences financières pragmatiques que cela pourrait avoir. Doug pense que l'économie globale a été emportée dans une spirale qui sera bientôt connue comme l'Encore Plus Grande Dépression. Que vous soyez d'accord ou non avec son point de vue, il ne fait aucun doute que la mainmise de l'état sur nos vies se resserre, et que les gouvernements reposent de plus en plus sur leurs pouvoirs Orwelliens pour survivre. Je vous conseille de lire le rapport du G20 sur le partage d'informations relatives aux contribuables.

Cette tendance devrait selon moi accélérer sous peu de temps, à mesure que le désespoir des gouvernements grandira. Et je m'attends à ce que la situation s'aggrave même si une reprise économique apparaissait comme par miracle sans que nos gouvernements dépensiers n'aient à payer de factures.

Si vous ne l'avez pas déjà fait, il est nécessaire que vous vous tourniez vers les actifs physiques tant qu'il est encore temps – et que vous en avez encore le droit.

Cela peut signifier beaucoup de choses. Pour Doug Casey, cela veut dire transformer son capital en actifs réels. Pour ce qui est de liquidité, cela signifie déposer du métal auprès de diverses juridictions – or, argent, voire même platine (si vous ne vous souciez pas du fait que la plupart des gens

soient incapables de le différencier de l'argent). Il s'agit là de la seule classe d'actifs qui ne soit pas l'obligation d'une contrepartie. L'or est une monnaie, c'est pourquoi il est utilisé comme épargne.

Voici pour ce qui en est de la théorie. En pratique, les gens tendent à avoir beaucoup de questions, où acheter, comment obtenir le meilleur prix, comme stocker du métal, etc. Quoi de plus facile que de vous rendre auprès de votre revendeur local et d'y acheter de pièces d'or ou d'argent. Mais les quantités de métal que vous pouvez fourrer dans votre matelas avant qu'il ne devienne tout bosselé sont assez limitées. Construire son propre coffre et embaucher des gardes est une solution hors de prix – et les chiens de garde aboient la nuit... Comment s'organiser ?

Il n'y a pas si longtemps, il était possible de le faire en relative confidentialité. Mais ces jours sont derrière nous. Réjouissons-nous simplement que ce soit encore légal.

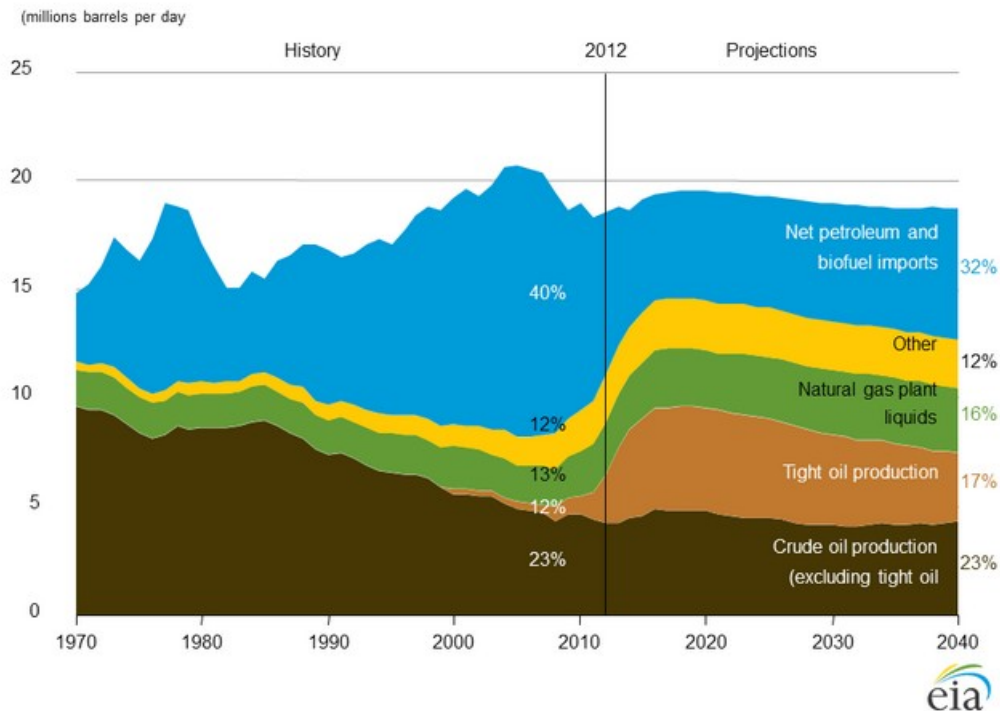
Le pic qui pique : jusque la tout va bien, sauf pour l'Italie, et le pentagone

Publié par [yoananda](#) le janvier 28, 2014

Merci les gaz et pétrole de schiste : grâce à eux le débat sur le pic pétrolier est tout simplement discrédité alors que sujet commençait à intéresser un peu et à sortir du cadre des techniciens. Du coup, les gens comme moi et d'autres passons pour des cons.

Et pourtant ... il n'y a pas de quoi pavoiser (les prévisions de l'agence internationale de l'énergie) :

Figure 1. U.S. petroleum and other liquid fuels supply by source, 1970-2040



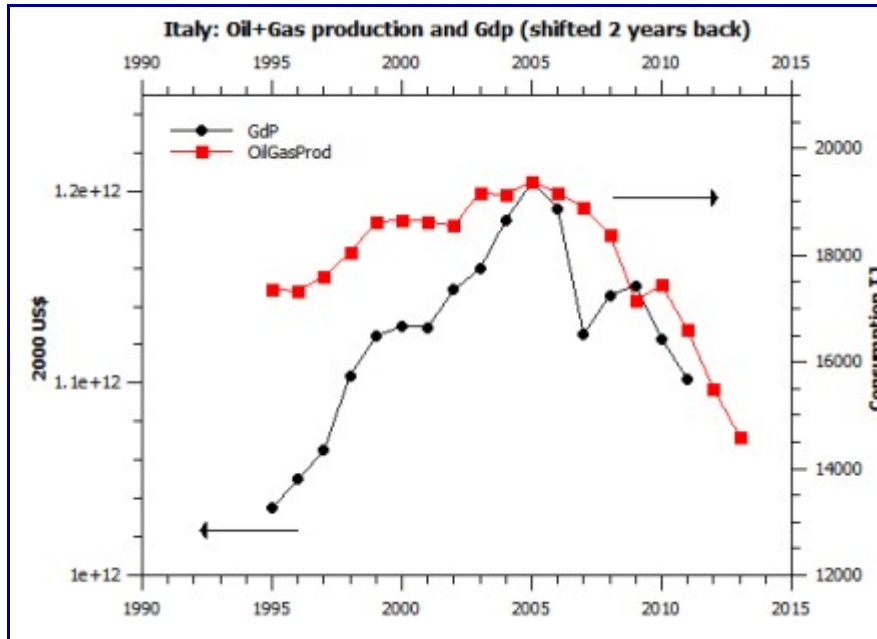
Déjà il faut dire que ces chiffres sont étrange, par exemple ils ne collent pas avec les capacités de raffinage officielles. La fracturation pose de nombreux problèmes : sécheresse, pollution, rentabilité, etc... et le regain de pétrole conventionnel (crude oil production sur le graphique), on ne sait pas d'où ils le sortent, et le déclin "tout doux" post 2016 n'a aucune raison objective de se produire non plus sachant que la fracturation c'est entre 70 et 90% de déclin sur la première année (il faut multiplier les puits à l'infini pour maintenir la production), et que les gros et meilleurs champs sont déjà exploités.

Mais bon, ce sont des chiffres avant tout politiques (à destination des investisseurs) et systématiquement faux (trop optimistes).

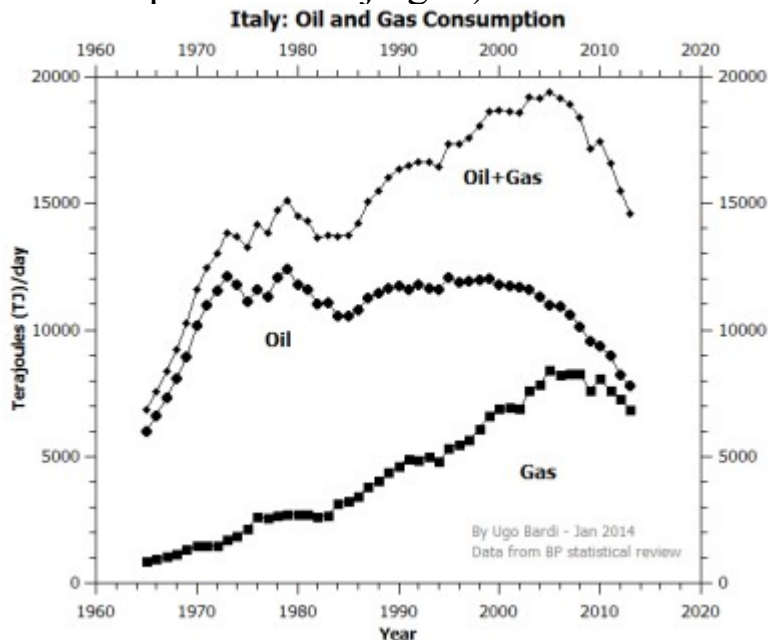
Le [pentagone](#) commence à s'inquiéter un peu quand même :

- le pétrole conventionnel (70% du total) décline au rythme de 6.3% au lieu des 3% prévus par IEA
- les exportations ont atteint leur pic en 2005 et déclinent depuis 2009
- les pays de l'OPEC consomment de plus en plus pour eux même
- la production de pétrole de schiste va atteindre son pic en 2016-2017
- depuis 2000 les investissements pétroliers ont augmentés de 300% pour 12% de gain de production

Mais l'Italie est un bon exemple de la manière dont le pic pourrait se produire :



- il y a toujours des bouchons aux heures de pointe, ce qui donne l'illusion qu'en fait il n'y a pas de pic pétrolier. Mais ce que ça cache c'est : pendant quelques années on a compensé par
 - moins de km parcourus (priorité au trajets pour le travail)
 - voitures moins gourmandes (tant mieux à la rigueur)
 - on compense par le gaz, ensuite c'est "la falaise de Sénèque" (déclin rapide dans le jargon)



- chômage, crise de la dette, diminution de l'état providence et des salaires (comme en Espagne, Portugal, Grèce, Irlande)

La consommation de pétrole est revenue au niveau de 1967. Il y a plusieurs leçons à en tirer :

- l'effondrement se fait pas bloc et par paliers, ce n'est pas un phénomène homogène mais chaotique impossible à prédire dans le détail
- Il y a des effets de seuils, mais il y a aussi une certaine élasticité
- officiellement l'explication c'est la crise de la dette
- quand il n'y en a plus, il y en a encore
- quand une zone s'effondre, par appel d'air, une autre zone peut en profiter (d'où une amélioration temporaire de certaines économies qui donnent l'illusion d'une reprise)

J'avais dit qu'on retournerait à un niveau de vie équivalent à celui des années 50 (à vue de nez) ... et avec une population moindre (sans pétrole la viande redeviendra un luxe, et il faudra retourner au champs). Ce qui signifie que les "avancées sociales" ne pourront plus être soutenables. Il va falloir se faire sa propre retraite, son propre capital chômage, et si les choses tournent mal, il faudra prendre en charge sa propre sécurité et devenir son propre médecin (je ne suis pas sûr qu'un médecin actuel vaille grand chose sans ses pilules bleues). C'est la tendance générale, chaque cas particulier peut être différent.

Il faut bien comprendre ceci : pour l'instant les volumes globaux de pétrole et gaz continuent d'augmenter, mais ça nous coûte de plus en plus cher. Les volumes d'énergie utilisable réellement par l'économie eux (on n'a pas de chiffres officiels sur le sujet) doivent au mieux stagner voire déjà diminuer. Ce qui compte ce ne sont pas les réserves mais combien on en extrait chaque année. Mais pour l'instant, la réalité peut encore être masquée.

Maintenant il reste combien de temps devant nous ... 5 ans de répit ? Peut-être un peu plus, peut-être un peu moins. La panique sur les marchés émergents va-t-elle faire des dégâts ? On verra. Nous sommes dans un système tellement complexe qu'il est difficile de prévoir quoi que ce soit, d'autant plus que tous les indicateurs sont maintenant truqués. Une chose est sûre, le jour où vous perdez votre travail, le pic pétrolier devient une réalité pour vous, mais dites vous que vous servez le bien public : tout ce que vous ne consommez plus pourra servir à d'autres.

Viendra le moment où le volume global de liquide atteindra son maximum et où il ne sera plus possible d'inventer des prétextes ou des fausses solutions. En attendant on aura fait quoi contre tous les ponzis qui se sont mis en place grâce à l'énergie abondante ? Rien.

Argentine: l'inflation atteint 30% en deux semaines

Par Mish - *Global Economic Analysis*
Publié le 19 février 2014

Au cours de ces deux dernières semaines en Argentine, beaucoup de produits ont vu leur prix grimper. Les marques américaines sont en tête de liste. Voici une traduction d'un article publié par *Lanacion*, intitulé Les prix augmentent de 30% chez les fournisseurs. La mayonnaise, les biscuits et le café en sont les plus touchés. Officiellement, les prix ont gagné 3,3%, en réalité, ils ont flambé de 30%.

Selon les chiffres officiels, les prix de la nourriture et des boissons ont augmenté de 3,3%. Une visite de quelques supermarchés de Buenos Aires a suffi à déterminer que l'inflation est bien plus élevée pour certains produits comme le parfum et le lait.

Voici certaines hausses de prix mentionnées par l'article. Utilisez les hausses de prix relatives, le symbole \$ est utilisé pour mentionner des pesos.

- La mayonnaise Hellmann's coûtait 10,40\$ en janvier, contre 13,55\$ aujourd'hui.
- Une boîte de pêches au sirop qui coûtait 20\$ en janvier coûtait hier 26\$.
- Les paquets de 500g de café ont pris 16% pour passer de 33,69 à 38,99\$.
- Les cookies de marque Express sont passés de 15,39 à 20,39\$.
- Les pains à hamburger sont passés de 13,06 à 14,19\$.
- Les yaourts Sancor sont passés de 15,25 à 17,99\$.
- Le lait UHT La Serenissima est passé de 10,7 à 11,59\$.
- Le shampoing est passé de 15,77 à 19\$ la bouteille.
- Le tube de 180g de dentifrice Colgate Triple Action est passé de 15,70 à 19,96\$.
- Les bouteilles d'eau de deux litres sont passées de 8,25 à 9,43\$.

Les dévaluations de devises affectent les revenus de P&G

Les esprits inquisiteurs se demandent certainement comment la situation affecte les revenus des corporations multinationales américaines.

Voici l'extrait d'un article de Forbes intitulé [Venezuela, Argentina Currency Devaluations Hit P&G Expected Sales And Earnings.](#)

Les investisseurs au détail ne sont pas les seuls à souffrir des problèmes des marchés émergents : Procter & Gamble PG +2.06% ressent aussi les retombées de la dévaluation des devises étrangères. En raison de dévaluations comme celle du bolivar du Venezuela, du peso argentin et de la lire turque, le géant de la consommation a annoncé une baisse de ses prévisions de revenus pour 2014.

P&G, qui en janvier avait déjà déclaré que ses revenus avaient souffert des taux de change, a annoncé mardi après-midi une charge de 230 à 280 millions de dollars, soit 8 à 10% par action, charge qui découle de la réévaluation de ses bilans au Venezuela. Le Venezuela utilise un système de double taux de change, mais les politiques récemment mises en place par le gouvernement affectent la manière dont certains produits d'importation sont échangés.

Plus spécifiquement, ces nouvelles politiques demandent que le taux de change entre le bolivar et le dollar soit fixé à 11,4 bolivars pour un dollar. P&G a cependant calculé ses revenus en utilisant l'ancien change de 6,3 bolivars pour un dollar, ce qui explique la charge de près de 300 millions de dollars.

En révisant ses prévisions, P&G a aussi pris en considération la dévaluation du peso argentin, de la lire turque, du rand sud-africain, du rouble russe et du real brésilien. Le peso s'est prouvé être le plus gros problème, ayant perdu 20% pour passer à 8 pesos par dollar.

Les objectifs de croissance de ventes de P&G sont donc portés à 2% pour l'année. La société a également diminué ses objectifs de croissance de revenus par action entre 3 et 5%, contre 5 à 7% au départ.

Une St-Valentin... sismique

19 fév 2014 | [Bill Bonner](#)

▪ "Est-ce que la terre a tremblé pour vous aussi ?"

C'est la question que se posaient mutuellement les dames d'Aiken samedi

matin.

"Quelle nuit ça a dû être", avons-nous dit à personne en particulier.

Vendredi, c'était la St Valentin. Le soir, le restaurant du Wilcox Hotel était plein de couples en train de dîner... se rappelant leur première rencontre... leur premier rendez-vous... leur premier baiser... leur première... eh bien....

Des chandelles illuminaient les tables. On se regardait les yeux dans les yeux. On se tenait la main. Les braises de l'amour, refroidies par le temps, étaient remuées... nourries... ravivées...

Les mots doux, les gestes tendres et les liqueurs sucrées peuvent faire des miracles.

La tâche pouvait sembler ardue pour certains des vieux croûtons dans la salle. Après tant d'années, les cendres étaient sans vie... aussi froides qu'un cadavre. Mais les mots doux, les gestes tendres et les liqueurs sucrées peuvent faire des miracles.

Les étincelles n'ont pas tardé à fuser... les tisons à rougeoier... et même à s'enflammer.

La seule exception était le couple à côté de nous. L'homme ne semblait pas entièrement habité par l'esprit de la St Valentin. Il était sur la défensive... peut-être pour se protéger des blessures de l'amour vrai... ou peut-être parce qu'il était en train de vérifier où en était son portefeuille d'actions. Quoi qu'il en soit, sa main ne caressait pas celle de sa compagne blonde, mais un iPhone. Il le regardait avec affection, comme s'il lui tenait à coeur, tandis que sa maîtresse devenait impatiente... puis maussade.

Une jolie femme entra dans la pièce. Notre voisine blonde fronça les sourcils.

▪ **La science est partout !**

Une fois le repas terminé... les bouteilles vidées jusqu'à la dernière goutte — suivies peut-être d'un Irish Coffee ou d'une coupe de glace — il était temps de partir. Les couples réchauffés par l'amour se retirèrent dans leurs chambres.

Peu de temps après, la terre a tremblé.

"Est-ce que vous l'avez senti ?" se sont demandé les gens au petit-déjeuner.

"Oh là oui... le lit a tremblé... les vitres... même le lustre. La St Valentin la plus excitante que j'aie jamais connue".

Nous étions proprement abasourdi par ces dialogues. Nous n'avions jamais

entendu les gens parler si ouvertement de leurs intermèdes amoureux. Cela semblait bien trop intime pour des conversations publiques... Mais bon, nous avons été élevé dans la religion épiscopaliennne. Nous avons toujours été stupéfait par les choses que les baptistes et les luthériens se disent. Quant aux catholiques... n'en parlons pas.

"On était à 4,4 sur l'échelle de Richter", a dit quelqu'un.

Encore plus stupéfiant. C'était la première fois que nous entendions parler de mesurer l'intensité d'un orgasme avec un sismographe !

L'esprit scientifique — tout comme la NSA — envahit la chambre à coucher comme le reste, sans doute. Mais ma foi. L'esprit scientifique — tout comme la NSA — envahit la chambre à coucher comme le reste, sans doute.

▪ A quoi sert la richesse ?

Les marchés américains étaient fermés lundi, en l'honneur des présidents morts. Comme tous les autres pays, les Américains se souviennent de leurs canailles et oublient leurs saints. Mais c'est ainsi que le monde tourne, et qui sommes-nous pour nous y opposer ?

En tout cas, nous avons passé la journée de mardi à revenir de Caroline du Sud et à réfléchir à la St Valentin. Nous nous sommes tourné vers Elizabeth pour suggérer une idée :

"Passé un certain point, peu importe la quantité d'argent qu'on a... ça ne changera rien à la vie de toute façon. On n'a pas besoin d'une plus grande maison ou d'une plus belle voiture. Ce sont vraiment les choses qu'on n'achète pas qui comptent le plus. En ce qui me concerne, je serais plus heureux avec moins. Tout ce que je veux, c'est une maison confortable avec une grande cheminée... une tronçonneuse qui fonctionne bien... et un potager fertile".

Tout de même, les gens veulent toujours avoir plus — votre correspondant y compris. Peut-être que les gens se sentent ainsi plus sûr d'eux-mêmes. Il est plus probable que ce soit simplement un moyen de compter les points, dans la vie. Et nous voulons tous gagner. C'est instinctif... et lié à la St Valentin.

"Quelle est la forme de victoire ultime, fondamentale ?" avons-nous demandé à Elizabeth. "Devenir riche ? Conquérir l'amour des autres ? Le statut ? Le pouvoir ? Ou simplement se reproduire ?"

Marco Polo, lors de son voyage dans ce qui est aujourd'hui l'Andhra Pradesh, en Inde, a trouvé un homme qui avait tout :

"Le roi possède de grands trésors. Il porte sur sa personne une grande quantité de bijoux précieux. Ce roi a quelque 300 épouses ; dans ces régions, l'homme qui a le plus d'épouses est le mieux considéré".

Mais que fait le pauvre homme le jour de la St Valentin ?

« Indices d'aggravation de la crise 2 : 20 % de retenue sur tous les virements reçus de l'étranger en Italie ! »

Charles Sannat 19 février

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

C'est une information qui commence à « buzzer », comme on dit dans le langage moderne 2.0, sur Internet, c'est-à-dire qui tourne. Alors que certains disent qu'il s'agit de taxer tous les sous qui partent d'Italie, en réalité cette taxe de 20 % bien réelle, elle, s'applique en fait à tous les virements reçus par des Italiens de l'étranger.

Quelques précisions utiles

Cette mesure ne s'applique ni aux entreprises, ni aux ressortissants étrangers vivant en Italie ni aux entreprises individuelles.

Cette mesure ne concerne pas les salaires reçus de l'étranger par exemple.

Cette mesure s'accompagne de moyens pour le contribuable de récupérer ces 20 % de retenue à la source s'il peut apporter la preuve qu'il n'y a aucune activité frauduleuse ou non-déclarée.

Cette mesure prévoit un an de délais pour que le fisc italien rembourse les contribuables des sommes indûment perçues.

Cette mesure est actuellement contestée auprès de l'Europe car ses détracteurs mettent en avant qu'elle est de nature à freiner la libre circulation des capitaux pourtant fondamentale dans le droit européen.

Les autorités italiennes semblent avoir le soutien des institutions européennes dans cette affaire et il est fort à parier que ces dernières n'y trouvent rien à

redire en vertu du principe bien connu du « si t'as rien à cacher, tu n'as pas à en avoir peur » !!

Cette mesure n'est pas véritablement une taxe sur l'épargne, elle est une taxe sur les mouvements entrant de l'étranger des particuliers, ce qui fait tout de même une grande différence.

Cette mesure, bien que nous n'ayons aucune idée de son rendement annuel, va certainement permettre à l'Italie de faire rentrer des sommes considérables dans ses caisses mais cela risque d'être de courte durée car nos amis Italiens devraient très vite s'adapter à cette nouvelle situation.

Quelques enseignements

Reprenons cette histoire ! 20 % des sommes reçues sur des comptes italiens seront systématiquement confisqués, et pour les récupérer, le titulaire du compte devra apporter la preuve qu'il ne s'agit pas de revenus non déclarés ou d'argent blanchi.

Une mesure de condamnation préventive !

Cette mesure renverse donc la présomption d'innocence traditionnelle, puisque tous les Italiens qui reçoivent des fonds de l'étranger sont considérés a priori comme coupables potentiels de fraude ou de blanchiment d'argent, et que l'initiative d'apporter la preuve du contraire leur revient.

Tout comme dans l'affaire d'un humoriste dont nous taïrons le nom, il s'agit d'un véritable problème de droit. Peut-on être condamné pour un délit qui n'a pas forcément été commis, ou pas encore ?

Et c'est toute cette frontière juridique qui sépare la dictature d'une démocratie. En démocratie, chaque citoyen ne respectant pas la loi est puni après que son délit ait été constaté. Or en Italie, avec cette loi et ces 20 % de retenue, cela revient ni plus ni moins à considérer tout citoyen non pas comme un coupable en puissance, ce qu'il est peut-être, mais bel et bien comme un coupable tout court.

De la même façon, en démocratie, il est d'usage que ce soit celui qui accuse, disons au hasard l'État, qui apporte la preuve que vous avez commis un délit et que vous en êtes bien le responsable. Si celui qui accuse n'a pas de preuve... alors il n'y a pas d'accusation. En l'espèce, on demande à un innocent de prouver qu'il est innocent.

Prenons un cas simple. Je suis un italien ayant une maison à Rome. Je veux la louer au hasard à des touristes français cet été pour 4 000 euros pour deux mois (ce n'est pas cher). Je reçois donc mes 4 000 euros de mes clients français par virement bancaire. Retenue de 20 %... Comment prouver que je vais bien déclarer au fisc cette somme parfaitement légale que je viens juste de recevoir et qui rentrera dans une déclaration annuelle réalisée sans doute 6 mois plus tard ? Je suis traité comme si d'office j'allais ne pas déclarer cette somme.

Nous avons donc une preuve supplémentaire que cette Europe nous impose en réalité des principes dictatoriaux et se comporte avec le plus grand mépris pour les règles de bases qui ont fondé nos démocraties occidentales et européennes.

Mieux vaut avoir une entreprise !

Au cas où vous ne l'auriez pas encore compris, il y a deux catégories. Les personnes physiques et les personnes morales. Les personnes physiques c'est vous ou moi. Nous sommes de la piétaille, des moutons tout juste bons à être tondus et encore nombreux sont nos mamamouchis à se demander quelle est l'utilité d'un mouton dont le poil serait trop ras...

Les personnes morales ce sont les entreprises, c'est le business ! C'est ce qui doit être préservé, épargné, bichonné. Bref, dans votre gestion patrimoniale, posséder une entreprise pourrait être une excellente idée. Je sais, cela n'est valable qu'à partir de certains patrimoines mais vous avez plus de chance de protéger des fonds qui seraient logés dans votre société plutôt que sur votre compte en banque.

Il y a une solution parfaitement légale et très simple pour ce faire... c'est le compte courant d'associé qu'il suffit d'alimenter à hauteur... du montant que vous souhaitez. Vous donnez de l'argent à l'entreprise qui vous le doit (hors impôts évidemment et avec a priori même quelques petits intérêts supplémentaires). Renseignez-vous, cela vous ouvrira quelques perspectives très intéressantes.

À Chypre, en Italie, ou Grèce, sans oublier le Portugal avec son Small Business Act, les entreprises et les particuliers subissent un traitement très différent. Ne l'oubliez pas.

Soyez un étranger...

Vous remarquerez également que l'on traite toujours mieux un étranger communautaire dans un pays européen en crise que les nationaux de ces mêmes pays. En clair, quand Chypre s'effondre, il vaut mieux être Français à Chypre que Chypriote à Chypre. En Italie, il vaut mieux être Français recevant un virement de France qu'Italien recevant un virement de France.

En clair, il semblerait que vous ayez plus de chance de vous en sortir en étant un étranger quelque part, c'est-à-dire en quittant le pays dont vous avez la nationalité.

Une mesure très inquiétante d'inquisition et de répression fiscale

C'est cette idée que vous devez retenir. Nous n'échapperons pas à la tonte rendue indispensable par nos niveaux de dettes abyssaux dans la mesure où nos dirigeants ne souhaitent pas utiliser le levier monétaire, ce qui nuirait aux grandes banques. Nous serons donc sacrifiés et tondus jusqu'à la ruine.

C'est pour cette raison que vous devez vous organiser pour ne pas cotiser ou le moins possible au sauvetage de ce système qu'aucun d'entre nous n'a souhaité ou voulu.

Avoir un compte PayPal par exemple peut permettre de stocker quelques sommes, avoir de l'or hors système bancaire est évidemment une excellente idée (c'est valable pour l'argent métal), posséder une Vera carte pourrait s'avérer plus qu'utile surtout que ses tarifs ont très fortement baissé. De la même manière et dans la même logique, avoir votre propre entreprise et alimenter de votre épargne les comptes courants associés, ou encore devenir étranger dans un autre pays européen, au hasard comme le Portugal qui dispose d'une fiscalité très avantageuse pourrait s'avérer d'excellents moyens à défaut d'échapper totalement à la grande ruine à venir, en tous les cas de l'amoinrir réellement.

Restez à l'écoute.

Scandaleux ! Le régime des auto-entrepreneurs vient d'être supprimé !!

RÉFORME DES AUTO-ENTREPRENEURS

*Ben qu'est-ce que tu fous
dans cette tenue ???*

*Je me prépare à faire du
black !!*



C'est une honte et un véritable scandale totalement passé sous silence par nos gentils médias béni-oui-oui!

Le projet de loi Pinel sur l'artisanat et les PME qui vient d'être adopté par l'Assemblée supprime ni plus ni moins le régime des auto-entrepreneurs qui était bien la seule chose qui fonctionnait à peu près facilement dans ce pays.

En effet, le gouvernement a finalement décidé de fusionner leur régime avec celui de la micro-entreprise.

Désormais, il n'y a plus aucun régime de l'auto-entreprise mais bien un alignement sur le statut de la micro-entreprise qui, entre autres joyeusetés, va permettre à tous les auto-entrepreneurs d'être taxés très fortement puisqu'ils vont être assujettis au RSI, un organisme avec lequel tout le monde passe de très agréables moments administratifs, puis à la CFE qui est le nouveau nom de la taxe professionnelle mais en plus cher et en plus coûteux, puis ils devront tenir un livre de comptes, puis une comptabilité, puis justifier de diplômes et de qualifications, puis également auront l'obligation de souscrire à une assurance professionnelle dont les montants en fonction de l'activité peuvent être très élevés.

Notre gouvernement, qui est certainement l'un des plus mauvais de tous les temps, vient donc d'enterrer le statut d'auto-entrepreneur dans un silence assourdissant.

Il devient donc urgent de fermer immédiatement votre auto-entreprise et de migrer vers d'autres solutions qui vous permettront soit de bénéficier de l'assistance sociale et de devenir un assisté, ce que semble souhaiter ce gouvernement d'abrutis économiques, soit d'ouvrir carrément une SASU qui vous permet de ne surtout pas avoir à traiter avec un organisme comme le

RSI dont la réputation n'est plus à faire.

Un seul conseil désormais : fuyez ce régime dont tous les avantages ont été purement et simplement annulés par un projet de loi scandaleux. Ce statut était insupportable pour les lobbies des plombiers et des serruriers (sans que personne ne se pose la question du prix de certaines prestations) et insupportable pour ce gouvernement dont l'idéologie gauchisante absurde le conduit à préférer l'assistanat de masse avec des déficits et une faillite à la clef, plutôt que de laisser aux gens la possibilité de se débrouiller seul... et dans la dignité.

Arrêtez tout et ne devenez surtout pas une micro-entreprise. Il existe d'autres statuts comme la SAS. Renseignez-vous.

[Ukraine, un avant-goût de la France de 2014-2015](#)



<http://www.youtube.com/watch?v=Ccc8o9PgKK0>

L'Ukraine est au bord de la guerre civile comme le montre très bien ces images. Les émeutiers ont sorti les armes. Certes du petit calibre mais le bilan est déjà très lourd puisque ce soir on dénombrait au moins 9 victimes.

Il se joue en Ukraine une partie géopolitique diabolique entre l'Europe et les USA d'une part et l'Ukraine et la Russie d'autre part.

Les Russes considèrent à juste titre géographiquement et culturellement parlant que l'Ukraine fait partie intégrante de leur zone d'influence. L'Europe et l'OTAN souhaitent, depuis l'effondrement du mur de Berlin, s'approcher aussi près que possible des frontières de l'ours soviétique qui peut renaître de ses cendres et s'étendre aussi loin qu'ils le peuvent vers l'Est.

C'est donc une véritable guerre qui a lieu en Ukraine et selon la nouvelle loi de BHL, partout où BHL passe la paix trépasse, or BHL faisait il y a quelques jours un discours enflammé face à une foule assez peu nombreuse.

Bref, la tension risque de monter encore de plusieurs crans et il n'est pas impossible que la situation se transforme en véritable guerre civile avec, à terme, une partition de l'Ukraine dont une partie rejoindrait l'Union Européenne, et une autre, la partie russophone, resterait dans le giron de Moscou.

C'est un scénario noir car les guerres civiles sont à chaque fois, dans l'histoire, le pire des scénarios pour les peuples et pour les familles... déchirées.

La Chine attaque les États-Unis à propos de leur « liste des marchés notoires »

BEIJING, 18 février – Une liste américaine qui a qualifié plusieurs marchés chinois en ligne et physiques de « notoires » manque de preuves et est « irresponsable et biaisée », a déclaré mardi le ministère chinois du Commerce.

La Liste des marchés notoires 2013 publiée plus tôt ce mois-ci par le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a qualifié trois sites Internet et cinq marchés physiques en Chine de « notoires » pour piraterie des droits d'auteur et contrefaçon présumée de marques.

« Les résultats de l'enquête ne citent que des sources très vagues, à savoir 'les titulaires des droits' ou 'd'après certaines informations', dans les accusations formulées contre les marchés chinois », a indiqué le porte-parole du ministère Shen Danyang lors d'une conférence de presse.

Bien que le Bureau de l'USTR ait annoncé que la Liste des marchés notoires ne prétendait pas refléter des résultats de violations de la loi, M. Shen a estimé que l'agence américaine devait toutefois être responsable de son rapport.

« Nous exhortons le bureau américain à procéder à un examen global, objectif et équitable sur les efforts et les progrès des entreprises chinoises dans la protection des droits de propriété intellectuelle », a-t-il déclaré.

L'USTR a commencé à identifier les marchés notoires en 2006 et a publié la première liste comme un Rapport en dehors du cycle normal en 2011.

Les entreprises et sites Kuaibo.com, Xunlei.com, Aiseesoft.com, Garment

Wholesale Centre, Buynow PC Malls, Luohu Commercial Center, Silk Market et Zengcheng International Jeans Market figurent sur la liste de 2013.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Voici un nouveau front ouvert par les USA dans la guerre commerciale qui les oppose aux Chinois qui font également mine de découvrir que leurs entreprises ne respecteraient pas les principes de la propriété industrielle.

L'industrie chinoise s'est construite ces 20 dernières années grâce à une politique de pillage systématique des technologies occidentales y compris par des moyens parfaitement illégaux... Effectivement, la notion de propriété intellectuelle en Chine est très différente de ce qu'elle est en occident.

Ce qui fait la valeur des entreprises dans le monde moderne et technologique qui est le nôtre est la capacité à déposer des brevets et à les faire respecter. C'est donc un enjeu essentiel pour le leadership américain, et sur ce sujet-là ils risquent de ne rien céder du tout.

C'est une autre façon de faire du protectionnisme sans avoir à prononcer le mot banni.

Baisse de l'impôt sur les sociétés au Japon... Hollandouille donne un visa gratuit...

Alors que François Hollande veut rendre la France attractive en donnant un visa en 48 heures et en offrant une boîte de Calisson d'Aix à 15 euros pour tout investissement étranger supérieur à 1 000 milliards d'euros, le Premier ministre japonais, lui, a décidé de baisser les impôts sur les entreprises. Pendant ce temps, Hollande supprime purement et simplement le régime de l'auto-entrepreneur.

En effet, d'après l'agence de presse Reuters, « le Premier ministre japonais Shinzo Abe reste déterminé à réduire le taux d'imposition des sociétés afin d'accroître la compétitivité des entreprises nippones et de rendre le pays plus attractif pour les investissements étrangers, a déclaré le secrétaire général du gouvernement, Yoshihide Suga ».

Encore une fois, la compétitivité est une notion relative. Si nous baissons nos coûts d'1 unité et que le voisin dans le même temps baisse de 2 unités alors

notre compétitivité se dégrade. Or tous les pays sont lancés dans une guerre à la compétitivité via des dévaluations internes non-monétaires mais via les salaires... orientés à la baisse.

Tous les effets d'annonce de notre Hollandouille ne serviront à rien sur le plan économique car les autres font plus, mieux et plus vite.

Attention néanmoins, je ne suis pas favorable à cette déflation salariale qui ne peut qu'aboutir à la déflation du PIB et à l'insolvabilité des États. Tout le monde le sait. C'est donc une politique délibérée qui consiste à ruiner l'ensemble des peuples, à les réduire en esclavage et à supprimer la démocratie telle que nous la connaissions.

Un nouveau banquier de la JPMorgan se suicide

J'inaugure une nouvelle rubrique intitulée « Bankers suicide » tant il semble à la mode pour les banquiers de certaines grandes banques, dont la JPMorgan, de voir leurs salariés, surtout ceux travaillant sur des sujets liés au Forex qui est le marché des devises et sur lequel se penchent actuellement quelques autorités de tutelle dans le cadre de l'une des plus grandes enquêtes menées.

Bref, c'est une épidémie, une mode, une désespérance généralisée qui semble frapper cette profession.

Aujourd'hui, c'est un jeune banquier de la JPMorgan de Hong Kong qui s'est jeté du haut du siège social de la banque. La police, arrivée sur place semble-t-il avant le drame, n'a pas réussi à le convaincre de redescendre par l'ascenseur... Des mauvaises langues habituées des théories nauséabondes du complot affirment que de gentils policiers l'auraient aidé à sauter... Évidemment c'est tout bonnement improbable. Dans toute cette série de suicides de banquier, nous en trouverons bien un qui était vraiment suicidaire.

France : Air Liquide dévoile un résultat net en hausse de 3,1 % en 2013

PARIS, 18 février – Le groupe français spécialisé dans les gaz industriels Air Liquide a dévoilé mardi des résultats en nette amélioration en 2013, enregistrant une hausse de 3,1 %.

« Le résultat net (part du groupe) s'établit à 1 640 millions d'euros, en croissance de 5,5 % hors effet de change et de 3,1 % en variation publiée », a

indiqué Air Liquide dans son communiqué.

« La progression de l'activité (d'Air Liquide) en 2013 reflète le retour à une conjoncture plus favorable en cours d'année et l'accélération de la croissance aux États-Unis et en Chine », a estimé le PDG du producteur français de gaz industriels, Benoît Potier.

« Dans ce contexte et sauf dégradation de l'environnement, Air liquide est confiant dans sa capacité à réaliser une nouvelle année de croissance du résultat net en 2014", a-t-il encore assuré, selon le communiqué.

Air Liquide est la première société du CAC40, principal indice de la Bourse de Paris réunissant ses quarante entreprises les mieux cotées, à avoir présenté ses comptes annuels cette semaine.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Air Liquide est une excellente entreprise, vous pouvez être des acquéreurs réguliers directement au nominatif pur au sein de cette entreprise et hors système bancaire de cette très belle société française cotée au CAC 40.

Actuellement très cher, attendez le prochain krach (inévitable, seule sa date est inconnue) pour vous positionner sur cette valeur.

Union bancaire et taxation des transactions financières :

DE LA BÊTE POUDRE AUX YEUX !

19 février 2014 par François Leclerc

Le temps des conciliabules européens aboutissant à des compromis bancals n'est jamais fini, pas plus que celui de la poudre aux yeux. À nouveau sur la table des négociation, deux dossiers présentés comme déterminants restent dans l'attente d'un compromis tardant beaucoup à venir : l'Union bancaire et la taxe sur les transactions financières.

À l'habitude, un mécanisme compliqué devrait être trouvé afin d'aboutir sur le premier d'entre eux. Quel qu'il soit, il ne répondra pas à trois critiques majeures. Premièrement, le montant maximum de 55 milliards d'euros du fonds destiné à renflouer les banques est totalement insuffisant.

Deuxièmement, le lourd processus de décision choisi est inefficace.

Troisièmement, la finalisation de l'Union bancaire dans dix ans (ou seulement 5, comme cela se profile) continue de faire reposer l'essentiel de la charge financière sur les États, alors que le problème est immédiat.

Telle qu'elle se dessine, l'Union bancaire continue de prioritairement protéger les banques dans l'espoir qu'elles seront ultérieurement l'instrument de la relance, lorsqu'elles seront enfin parvenues à se désendetter. Comme c'est lié à l'endettement des États, ce n'est pas pour demain ! Mais c'est la seule façon qui a été trouvée pour dénouer le nœud gordien liant dettes publiques et privées : qu'elles soient résorbées ! Il est désormais intégré que nous sommes entrés dans une longue période dont les avant-goûts sont déjà familiers.

Pour exactement les mêmes raisons, le dossier de la taxe sur les transactions financières est resté au point mort malgré que onze pays se soient ralliés à son principe. Les discussions portent notamment sur son assiette et ses taux, et derrière les déclarations du type « elle doit être ambitieuse » (Pierre Moscovici) se dissimulent d'autres calculs. Le sort réservé aux produits dérivés en particulier, quand il s'agit de protéger les intérêts des banques françaises, très actives sur ces marchés. Deux arguments sont utilisés pour minorer en général les taux – ne pas peser sur le crédit aux entreprises et éviter les distorsions de concurrence avec les banques britanniques – on reste dans le classique et l'éprouvé ! Pour mémoire, le projet de la Commission prévoit une taxe de 0,1 % sur les actions et obligations et de 0,01 % sur l'ensemble des produits dérivés. Il se confirme qu'il faut passer à autre chose au lieu de faire de cette taxe un cheval de bataille.

APRÈS LA GRANDE PERDITION, LE GRAND ÉCART

18 février 2014 par François Leclerc

L'accentuation des inégalités n'est pas tenable. Larry Summers, candidat recalé à la présidence de la Fed, artisan de la dérégulation financière américaine sous Bill Clinton et ex-chef du Conseil économique de Barack Obama, rejoint à son tour, mais à sa manière, les rangs de ceux qui en sont convaincus.

« Il y a une génération, la croissance globale de l'économie pouvait être présentée comme ayant une influence déterminante sur la croissance des revenus de la classe moyenne et la réduction de la pauvreté. Une telle

affirmation n'est plus plausible », écrit-il le 16 février dans le Financial Times. L'inégalité est devenue selon lui une question majeure, et il prédit sa poursuite ainsi qu'une stagnation des salaires longtemps après que la crise actuelle aura été résolue.

Larry Summers prétend que redistribuer la richesse au détriment des fortunés ne pourrait pas résoudre le problème sans dommage pour la croissance économique : « une telle politique [...] pénaliserait [les bénéficiaires d'une redistribution de la richesse] en tant que consommateurs en les privant des fruits des progrès technologiques ». Mais il identifie comme moteur de l'inégalité les revenus des activités financières et convient que l'objectif est d'augmenter ceux de la classe moyenne et des pauvres par le biais d'une réforme d'un système des impôts qui privilégie les fortunes et épargne les entreprises.

S'il propose de combler les failles de la législation fiscale afin d'y remédier, il préconise d'en profiter pour étendre sans perte de revenus fiscaux pour l'État le mécanisme du crédit d'impôt au bénéfice des classes moyennes et des pauvres (à condition qu'ils soient imposables !), car « cela incite à travailler et à épargner ». « Les inégalités devront être tôt ou tard prises en compte », conclut-il en préconisant de laisser agir le marché, une fois ces nouveaux crédits accordés. On ne se refait pas !

L'évolution que connaît le système financier va-t-il vraiment dans ce sens ? Le gigantisme atteint par les grands fonds d'investissement autorise le doute. Ils ont pour nom Blackrock, Apollo ou Kohlberg Kravis Roberts (KKR) pour les plus grands, et leur portefeuille d'actifs ont démesurément augmenté, faisant d'eux des acteurs surpassant par leur taille les banques de taille moyenne. Ainsi, le portefeuille de crédits d'Apollo atteindrait 100 milliards de dollars. Ces fonds ont dernièrement fait leur marché auprès de banques se délestant d'actifs afin de réduire leur taille de bilan et de présenter des ratios conformes à la nouvelle réglementation. Ils interviennent aussi dans des domaines devenus moins rentables et plus risqués pour les banques, en particulier le crédit aux entreprises de taille moyenne. Enfin, ils offrent aux investisseurs des rendements nettement supérieurs aux banques, qui luttent contre la forte érosion des leurs. Celui de RKK atteindrait 27,4% en 2013, tandis que les banques sont heureuses quand elles atteignent désormais 10%. Pour en bénéficier, elles financent les fonds d'investissement en contournant

la réglementation, ce qui suscite l'inquiétude des régulateurs américains.

La course aux rendements élevés et au risque a partiellement changé de terrain mais n'est en rien bridée. La distribution inégale de la richesse a de beaux jours devant elle tant qu'il ne sera pas mis un terme à la spéculation financière et que les contribuables devront continuer à payer les conséquences de la crise financière. Reste un petit détail à régler : comment va-t-il être possible de retrouver l'équilibre tout en accentuant un tel grand écart ?

L'Edito du Mardi 18 Janvier 2014:

La Loi du Triangle/ History is again on the move

Par The Wolf le 18/02/2014 • par Bruno Bertez

«Attendez vous à savoir... », c'est ainsi que Geneviève Tabouis commençait sa chronique, chaque matin sur Radio Luxembourg. Sa maîtrise, la qualité de ses informations étaient exceptionnelles et elle a peut-être déterminé notre goût pour le journalisme, dès cette époque.

Nous étions alors fort jeune, trop jeune pour comprendre que tout était truqué. Geneviève ne prédisait pas l'avenir, elle ne faisait que bénéficier d'informations privilégiées sur le présent. D'autant plus privilégiées que son mari était fort introduit en affaires et en politique et surtout qu'elle était un « asset » des Soviétiques, étant payée mensuellement par eux. Quand nous l'avons appris, bien plus tard, cela a modifié notre façon de concevoir la presse. Nous en avons conclu que prédire l'avenir était une illusion et que ce qui était important, c'était le présent, qu'il fallait découvrir et comprendre, et déconstruire, et surtout qu'il fallait découvrir qui tirait les ficelles. Aucune parole n'est innocente, ce que nous avons traduit grossièrement plus tard par: « Si quelqu'un ouvre sa gueule, c'est qu'il y a intérêt », pour décoder une info, il faut toujours se poser la question de savoir pourquoi quelqu'un parle ou écrit. La première question en matière d'info doit être celle que l'on se pose sur le locuteur.



Ici, nous disons: « Attendez-vous à ce que la question de l'extrême-droite, [la question du fascisme](#), tiennent le devant de la scène médiatique au cours des prochaines semaines et prochains mois ».

Pourquoi? Parce que nous sommes à un tournant, à un point critique du processus de globalisation, d'intégration mondiale et bien sûr, européenne. Nous sommes à un point critique parce que les évolutions suivies jusqu'à présent sont réversibles et que le vote suisse l'a montré, d'une part, et fait comprendre, d'autre part.

Il suffit pour s'en convaincre de regarder la levée de boucliers que ce vote, qui restreint ou met des limites à l'intégration européenne et globale, a provoquée. Avant le vote suisse, on considérait que cette évolution vers l'intégration était incontrôlable, irréversible, que c'était un combat perdu d'avance que de s'y opposer. Le choix était remplacé par le « il faut », tombé du ciel de la Nécessité, du déterminisme historique. Le vote suisse est un coup de tonnerre qui brise ce qui était devenu un tabou, c'est une brèche, une déchirure du mythe de l'inéluctable.

Ce n'est pas un hasard si ce vote est intervenu maintenant. Il a été produit par la situation dans laquelle le monde, l'Europe et les émergents, se trouvent : après cinq ans de crise, on s'interroge sur les bienfaits de l'intégration.

Les niveaux de vie ont cessé de progresser, le chômage a fortement gonflé, le welfare est plus que menacé, il est partiellement condamné, la précarité s'est considérablement disséminée, la violence connaît des regains qui inquiètent, les libertés sont rognées, les contrôles multipliés. Pire, les gens ont un sentiment de dépossession identitaire, d'impuissance démocratique, ils souffrent de perdre leurs repères, leurs références, et de ne voir aucun moyen

de reprendre en main leur avenir. Déficit de niveau de vie, déficit d'avenir, déficit démocratique, vont de pair. Le tout sous le vécu révoltant de l'impuissance perçue.

La montée des extrêmes, la radicalisation des individus et des groupes est une réaction. Le mot fort est ce mot de « réaction ». Il a mauvaise presse, car les associations d'idée, la polysémie, qui lui sont liées sont à forte consonance négative. Il suffit de prononcer le mot pour déclencher le jugement a priori, pour déclencher la condamnation. Le mot « réaction », comme le mot « extrême » est satanisé. Bien entendu, puisque nous vous mettons en garde, vous n'allez pas tomber dans le piège et vous allez faire l'effort de considérer que nous ne visons dans l'usage du mot réaction que ce qui est déclenché par ce qui l'a précédé, l'action.

La réaction, c'est ce qui suit dialectiquement, organiquement, une action, voilà ce que la propagande veut depuis des décennies occulter. On considère comme un phénomène qu'il faut mettre au grand jour, analyser, stigmatiser, ce phénomène réactionnaire, mais on ne veut pas voir que, s'il y a réaction, c'est qu'il y a eu action auparavant. On veut faire comme si le mal réactionnaire tombait du ciel ou plutôt comme s'il sortait, sans cause, « du ventre immonde » de Brecht. Le politique, le penseur, le commentateur, eux, doivent, au risque de se condamner à l'idiotie du rabâchage stérile, ces gens-là doivent inverser la démarche: ils doivent comprendre l'action, la décortiquer sous tous ses aspects afin d'approcher un tant soit peu l'examen de la réaction.

Voilà notre message essentiel. Si nous sommes dans une période de réaction, c'est parce qu'une action est en cours et que c'est d'abord sur cette action qu'il faut porter attention pour comprendre et agir.

Il faut oser dépouiller le mot « réaction » de son côté sulfureux, il faut dédiaboliser ses manifestations, ses symptômes, ses modes d'apparaître ; bref, il faut en faire un objet d'étude à part d'autant plus entière que l'avenir de nos sociétés est en jeu. Et la démarche honnête, scientifique, tout simplement celle de l'homme de bonne volonté, pourrait-on dire, commence non par l'anathème, mais par l'examen des conditions de l'action qui lui ont donné naissance.

Nous soutenons, mais c'est simple bon sens, que la réaction est produite, elle ne tombe pas du ciel de la méchanceté ou de l'ignorance et elle ne sort pas du

« ventre immonde » toujours prêt à enfanter.

Nous lisons ces derniers jours une contribution française faite par un « chercheur » du CRHISM de Perpignan, fondateur de l'Observatoire des Radicalités Politiques. Nous mettons « chercheur » entre guillemets car, si on y regarde bien, ce garçon ne cherche rien, il a déjà trouvé avant même que de commencer à chercher. Sa démarche ne comporte aucune originalité, aucun nouveau savoir-faire, elle est copie conforme de tout ce qui est fait sur ce sujet et, en particulier, de ce qui a été fait par Pierre Milza qui prétend avoir compris quelque chose à l'extrême droite et au fascisme parce qu'il en a collecté l'histoire superficielle et a procédé à une multitude d'amalgames, lesquels ne prouvent que l'indigence de la méthode dite des RG, renseignements généraux, la police politique. On ne comprend rien, mais on met bout à bout et le sens se dégage, voilà la méthode. On sort des passés sulfureux, quelques erreurs de jeunesse, quelques enthousiasmes débiles, et le tour est joué, on a compris ce qu'était l'extrémisme, le fascisme, etc.

Nous sommes les premiers à lutter contre le fascisme et les extrêmes et les avatars racistes, xénophobes, antisémites, qui s'y rattachent ou s'en réclament, mais c'est parce que notre volonté, notre désir, sont sincères que nous stigmatisons ceux qui prétendent lutter contre la réaction tout en négligeant de s'intéresser à l'action qui lui a donné naissance ou renaissance.

La première des démarches, soutenons-nous, est d'analyser ce qui s'est passé ces dernières décennies qui fait que le corps social s'est à nouveau fragmenté, que le consensus de base a disparu, que les gens sont montés les uns contre les autres, que l'on est obligé de s'écarter des règles de la démocratie, que le mensonge et la propagande règnent en maître, etc.

Le fascisme, l'ultra-gauchisme, sont des réactions. Et le scientifique, ou simplement l'homme de bonne volonté, n'ont pas à se poser la question de savoir si une réaction est légitime ou pas, car se poser la question obscurcit et invalide le travail de recherche, et pour avoir accès à un début de compréhension, il faut un minimum de neutralité. Le scientifique doit étudier les conditions, les caractéristiques de production des extrémismes dans les circonstances historiques présentes.

Il est évident que les grandes lignes des conditions de production de l'extrémisme sont évidentes, même si elles sont méconnues. On les voit, mais elles aveuglent tellement qu'on ne les perçoit pas, cela ne remonte pas

jusqu'au cerveau!

Le phénomène de base, c'est la tendance à l'intégration mondiale, globale. Tendance à l'intégration qui se fait sous la force, sous la houlette de l'économie ou de l'économisme (dictature de la catégorie « économie »). L'économie étant depuis le début des années 80 en mutation vers une forme financière, bancaire, dominée par le crédit et non plus par l'épargne. Ce qui pose la question de l'avenir des classes moyennes, de leurs systèmes de protection sociale, de leur promotion sociale. L'épargne s'incarne dans des couches sociales.

- L'intégration à la fois globale et dans des blocs régionaux a, dès avant la crise, provoqué stagnation du pouvoir d'achat des salaires et un chômage de plus en plus de masse. La réalité des 19 millions de chômeurs officiels en Europe est que 30 millions de personnes sont en sous-emploi. Il s'y est ajouté de forts mouvements de population sous diverses formes, urbanisation, désertification des campagnes, immigration.
- La crise financière de 2008/2009... 2020 a accéléré la mise au chômage, les pressions sur les pouvoirs d'achat, la précarité, détruit les perspectives d'avenir, les régressions et déchéances de statut social. La visibilité de l'Autre par l'immigration, l'a transformé en concurrent pour les uns et en bouc émissaire pour les autres. L'Autre est devenu la cause des maux. Rien de positif en tous cas. La distension des liens de la famille a fait disparaître divers filets de sécurité et renforcé la perte d'identité.
- Le traitement de la crise s'est fait, non pas par le changement et la correction des erreurs, mais par la fuite en avant, par l'accélération et l'amplification de ce que les peuples considèrent comme des injustices. Les cadeaux aux banques, donc au monde de l'argent, les ponctions fiscales, les contrôles considérés comme scélérats, la destruction de la rémunération des économies des gens, le tout alors que les inégalités provoquées par le jeu financier progressaient de façon exponentielle, a constitué un facteur explosif d'éclatement des consensus. Auquel les classes politiques n'ont pas su apporter de bonne réponse. Tout ce qu'elles prévoient, c'est d'aller plus loin voire d'accélérer. Ainsi au Davos de 2011, « ils » ont osé présenter comme une nécessité l'obligation de créer 103 trillions de crédit nouveau d'ici 2020.

- Les classes dirigeantes se sont enfoncées dans la dissimulation, l'opacité, la tromperie et les reniements de fausses promesses qui, de toute façon, étaient intenables. Pire, la convergence des politiques a fait apparaître au grand jour la convergence des partis de gouvernement et leur profonde similitude, l'illusion de l'alternative a disparu, les yeux se sont décillés sur la fausse segmentation du marché de la politique, sur le fait que le même produit était vendu sous deux emballages différents.

Voici quelques pistes, il y en a d'autres, mais elles sont plus ou réductibles ou dérivées de celles que nous avons tracées.

Notre époque est caractérisée par une tentative, un mouvement, vers ce que l'on appelle historiquement « L'intégration ». Ce mouvement n'est pas maîtrisé. Ainsi personne ne se pose la question de savoir si le rythme -qui découle plus ou moins des besoins américains-, convient aux autres peuples. Il y a des choses qui sont peut-être souhaitables, mais pas forcément maintenant, tout de suite, comme la Grande Négociation Transatlantique par exemple. Les sociétés ont une épaisseur, une inertie, un rythme d'évolution, que l'on a intérêt à ne pas ignorer.

La mauvaise gestion du facteur temps est une constante des politiciens, ils sont nuls sous beaucoup d'aspects, mais sur celui-là tout particulièrement. C'est normal, car le temps, c'est la complexité, il est fluide, différent selon les individus, les corps sociaux, les métiers,...

La gestion déplorable est au centre des difficultés qui s'entassent devant nos sociétés, mais la mauvaise gestion n'est pas tout, elle masque le jeu des intérêts particuliers des puissants qui polluent la réflexion, achètent le personnel politique et les médias. La mauvaise gestion n'est pas innocente, elle est intéressée, partisane, elle vise au maintien d'un ordre que les progrès des sciences, des connaissances, des techniques, des processus de fabrication, devaient normalement remettre en question en continu... et qu'ils bloquent.

L'intégration n'apporte pas prospérité, paix et harmonie, mais régression, désenchantement, haine et finalement refus, rejet, repli sur soi.

Tout ceci constitue un cadre général, global, dans lequel s'inscrit l'histoire de chaque bloc et de chaque communauté. Bien souvent les conditions générales déterminent les évolutions locales, mais quelquefois, il y a exacerbation,

comme en Europe où une intégration monétaire ratée, bancaire, multiplie et amplifie tout, en complexifiant les situations.

[Sans être franc-maçon, nous apprécions l'utilité logique de la loi du Triangle.](#)

Face à l'Action décrite ci-dessus, la Réaction était inévitable, inscrite dès le premier jour de la mise en branle des phénomènes.

[La loi du triangle dit](#) : *« lorsqu'une force s'exerce et tente de provoquer une action dans un sens, cela déclenche une force de réaction, ainsi, le résultat constaté n'est pas celui que l'on attendait au début de l'action sur la base de la constatation de la force initiale, mais une résultante, mélange complexe des deux forces d'action et de réaction ».*

Comme le disait [Toynbee](#), *« History is again on the move ».*

[Je me suis planté](#)

Publié par [yoananda](#) le février 18, 2014

Je me trompe, et je le revendique.

Malgré les précautions, malgré les recherches, et malgré une démarche qui se veut "scientifique", la prospective est une pratique hasardeuse.

Le classement même des prédictions qui se réalisent ou non est délicat. On peut toujours prétexter qu'une prédiction non réalisée est repoussée.

Par exemple, j'avais prédit avec succès la fin du AAA français. Mais je pensais qu'ensuite les taux directeurs allaient monter alors qu'ils ont chuté (suite aux actions des banques centrales notamment).

Quand il y a eu la crise des subprimes, je ne savais pas exactement ce qui allait craquer, et puis la chute de Lemman Brother's a été le premier domino.

Du coup, que va-t-il se passer maintenant que la situation est pire ? Est-ce qu'une autre banque va sombrer ? Ce "devrait" être le cas (le crédit agricole fait beaucoup d'effort qui être le prochain ! lol), mais au final, il y a peu de chances que ça arrive (l'état interviendra sûrement). Mais quelque chose d'autre arrivera.

Quand la Belgique a perdu son gouvernement, on aurait pu s'attendre à une réaction en chaîne. Mais non.

Il y a deux facteurs principaux pour expliquer le décalage selon moi :

- l'émotivité de celui qui cherche à anticiper. Parfois, on est pris dans une sorte d'angoisse de découvrir à quel point le monde qu'on croyait être une mécanique bien huilée est en fait tellement fragile
- l'ignorance et le désintérêt des gens. Il provoque une inertie sociétale qui ralentit l'histoire et permet aussi aux hommes de pouvoir de faire leurs petite tambouille tranquille.

J'ai été très étonné de ne voir personne protester quand les banques ont été sauvées ... alors qu'il était évident qu'on allait nous présenter la facture ensuite. Ce n'est que maintenant que les gens protestent. Et pour d'autres raisons qui plus est (qui ne sont souvent que des prétextes, comme la théorie du genre). Au final, tout ça empire la situation.

Le pic pétrolier par exemple, pour certains il est arrivé, pour d'autres non. Que dire alors ? la prédiction s'est-elle réalisée ? est-elle en cours de réalisation ? repoussée ? ou tout simplement fausse ?

L'affaire Dieudo que j'avais annoncée l'année dernière n'a pas "abouti", elle est simplement montée d'un cran.

On a des débats à n'en plus finir pour trancher.

Donc sur quoi je me suis planté (plus ou moins car je persiste à penser que c'est la direction qu'on prends) ?

- **L'Europe n'a pas explosé**
- **La crise bancaire n'a pas débouché sur un cataclysme économique**
- **Il n'y a pas eu de guerre civile en France**
- **Les bons du trésor n'ont pas augmenté et entraîné la France dans la spirale Grecque**
- **La production pétrolière ne diminue pas**
- **Fukushima n'a pas provoqué l'effondrement du Japon**

Pour autant, peut-être que c'est l'inondation centenaire de Paris (qui pourrait tout à fait arriver d'ici peu) qui pourrait faire basculer la situation de manière imprévisible. Qui peut le dire ?

Pourtant beaucoup d'autres "symptômes" me donne raison et incitent à ne pas baisser la garde, mais à affiner, améliorer les anticipations. Il semble qu'on se rapproche tous les jours un peu plus de la "catastrophe".

Pour anticiper au mieux, il faut continuer à

- étudier l'histoire et ses ressorts profonds,
- le comportement des systèmes en situation chaotique (risque, fragilité, boucle de rétroaction, changement de phase, etc...),
- et à travailler sur soi (ne pas projeter ses peurs ou ses envies sur la situation, être le plus neutre possible).

Et je ne parle pas du côté auto-réalisateur des prédictions : Qui sont les plus sérieux dans ce domaine ? les financiers, les traders. C'est sur leurs prédictions qu'ils font leur beurre. Moi, si je me plante, j'ai droit à quelques moqueries. Eux, ils perdent leur argent ou celui de leur client. Et que se passe-t-il dans leur domaine ? Et bien c'est simple : les petits acteurs perdent systématiquement contre les gros, au point que les prédictions de ces derniers deviennent auto-réalisatrices. Et que prédisent-ils ? leur propre succès au final ! On se mords la queue !

Et on retombe sur la question du pouvoir et de ses limites, et de la guerre cognitive (j'y reviendrait dans les articles suivants).

Comme je le disais en commentaire, il y a 3 type de forces qui font l'histoire :

1. celles qu'on peut contrôler directement
2. celles qu'on peut contrôler indirectement
3. celles qu'on ne peut contrôler

Dans le monde actuel, on parle beaucoup de la 3ème : d'abord parce que c'est la qu'on peut agir le plus facilement, ensuite parce qu'on est "programmés" à penser qu'on PEUT contrôler toute situation (c'est le fondement de notre civilisation : "l'individu qui contrôle grâce à la raison").

Beaucoup restent au niveau 3 du contrôlable. Un certain nombre essayent de voir ce qu'il y a en dessous, comment l'infrastructure détermine la superstructure. Très peu regardent ce qui est incontrôlable. A ma connaissance seul Nassim Taleb avec son "[Anti-fragile](#)" et quelques rares survivalistes intelligents se sont attelés à cette tâche pourtant primordiale. Pour être tout à fait juste, il faut aussi mentionner les religieux qui se sont fait une spécialité de récupérer ce domaine à leur compte.

Le pire, c'est que les solutions existent la plupart du temps. Et c'est ce qui me rends pessimiste. **Ce n'est pas l'absence de solutions qui est inquiétant,**

mais l'inverse : le fait qu'elles existent mais n'intéressent que quelques marginaux.

Regardez cette [conférence](#) dégotée par DiscoTonio :



<http://www.youtube.com/watch?v=vpTHi7O66pI>

C'est incroyable, non ? Est-ce que ça va déboucher sur quelque chose ? Je ne sais pas. Ça pourrait changer pas mal de choses, mais je ne suis pas sûr que Monsanto et d'autres le voient d'un bon œil. A suivre donc.

Conclusion : il faut continuer de se tromper. C'est ainsi qu'on apprend, peut-être même plus qu'en écoutant des "professeurs". En tout cas, je préfère me tromper à la politique de l'autruche.

A quoi ça sert ?

En dehors du plaisir purement intellectuel, ça permet de mieux comprendre le monde, et donc les gens et les interactions, et donc de mieux les gérer. Personnellement, ces recherches ont eu des répercussions bénéfiques sur ma vie professionnelle et privée !!! Et après tout, que demander de plus ?

Devenez un Loup de Wall Street

Sébastien Ruche 19 fév 2014 | [La Rédaction](#) | [La Chronique Agora](#)

- Le Loup de Wall Street n'a pas été arrêté à cause de la cocaïne, des prostituées ou des méthodes de vente de sa maison de courtage. Il consommait suffisamment d'antidépresseurs pour calmer Manhattan pendant deux semaines. Assez de cocaïne pour rester trois jours sans dormir. Sa maison de courtage pratiquait la vente forcée et organisait des concours de lancers de nains pour rapprocher des employés déjà encouragés à copuler au bureau. Mais le Loup de Wall Street n'a pas été arrêté pour ces raisons.

Il a piloté son hélicoptère en étant défoncé, a traversé la porte de son garage en Mercedes et a coulé son yacht de 50 mètres au large de l'Italie. Ses fêtes monumentales étaient peuplées de dizaines de strip-teaseuses et de prostituées, qu'il pratiquait d'ailleurs assidûment. Il a bien sûr dissimulé de l'argent en Suisse. Mais le Loup de Wall Street n'a pas non plus été arrêté pour cela.

Incarné par Leonardo DiCaprio dans le film de Martin Scorsese, le Loup de Wall Street est tombé pour avoir manipulé les cours de très petites capitalisations appelées *penny stocks*, dans les années 1990. Sa technique de fraude, le "*Pump and Dump*", est toujours pratiquée à Wall Street.

Je vais vous dire comment la repérer et empêcher vous aussi de la performance (en toute légalité). Mais auparavant, revenons sur le personnage.

▪ **Ce que le film ne révèle pas**

Le Loup de Wall Street a vraiment existé et portait un vrai nom : Jordan Belfort. Si vous avez assisté à ce chef-d'oeuvre du divertissement, vous aurez remarqué qu'il ne détaille pas vraiment l'activité du Loup à Wall Street, c'est-à-dire dans la finance.

Le film lui-même, je l'ai trouvé drôle, parfois un peu inquiétant et souvent jubilatoire (si vous ne me croyez pas, relisez les paragraphes précédents).

Surtout, il contient des leçons incontournables pour l'investisseur.

Incontournables et fortement rémunératrices, surtout. Je détaillerai évidemment cette stratégie durant la conférence que je donnerai lors du [Sommet 2014 de l'investissement](#) que nous organisons du 31 mars au 4 avril à Genève.

▪ **Gagner 49 millions par an grâce à des sociétés bidon**

"L'année de mes 26 ans, j'ai gagné 49 millions de dollars ; ça m'a vraiment énervé car il en manquait seulement trois pour arriver à un million par semaine", raconte le Loup dès le début du film. Belfort a fait fortune dans la finance de manière légale à 95%. A la tête d'une maison de courtage, il avait identifié une niche dans l'éventail des services financiers : la vente de *penny stocks* au 1% des Américains les plus riches.

Une *penny stock* est une société cotée en bourse dont l'action vaut moins de cinq ou d'un dollar, selon les définitions. Certaines d'entre elles parviennent à grandir, à générer du chiffre d'affaires et des bénéfices. D'autres ne

dégagent jamais un dollar de vente ou ne possèdent aucun actif. Pourtant, des investisseurs achètent leurs actions.

Pourquoi ?

Car des gens comme Jordan Belfort leur font miroiter des gains fulgurants avec des discours de vente bien rodés. Et surtout car ces acheteurs sont naïfs. Chez Inside ALPHA, nous les appelons affectueusement les “pigeons” car ils se font systématiquement plumer par le système financier. Notre stratégie permet de diriger une partie de l’argent des pigeons vers notre poche, et pas dans celles des escrocs comme Jordan Belfort. En toute légalité bien sûr.

▪ **Le Loup, les pigeons et les trous à rats**

Il n’est pas illégal de vendre des *penny stocks* pour un courtier comme l’était le Loup de Wall Street. Ce n’est pas très moral non plus mais extrêmement rémunérateur. Et c’est ce qui a fait la fortune de Stratton Oakmont, la société de Jordan Belfort. Mais le Loup en voulait plus, toujours plus.

C’est pourquoi il a aussi monté des “*Pump and Dump*”. Signifiant littéralement “gonfler et jeter”, ce type de fraude consiste dans un premier temps à accumuler la majeure partie du capital d’une petite société cotée. Pour plus de discrétion, Belfort utilisait des comptes détenus par des amis ou des sociétés écrans, qu’il appelait ses “trous à rats”.

Ses courtiers poussaient ensuite leurs clients à acheter les actions en question (c’est le *pump*). Lorsque le cours avait bien progressé, le Loup et ses acolytes vendaient tous leurs titres (le *dump*) et empochaient des millions. Les clients haussiers, eux, se retrouvaient “pigeonnés” avec des actions dont le cours s’était effondré trop rapidement pour pouvoir s’en défaire.

▪ **Comment repérer ces arnaques**

Les sociétés manipulées de la sorte sont invariablement de toutes petites structures, parfois sans employés ni chiffre d’affaires ou même sans locaux (on ne parle même pas de bénéfice...). Dans le film, la compagnie aérienne qui est supposée bientôt révolutionner son secteur est en réalité basée dans la cabane de jardin des parents d’un de ses “dirigeants”. Pourtant, son cours boursier explose sous l’effet des “*Pump and Dumps*”.

L’investisseur curieux pourra les repérer à l’avance en cherchant les *penny stocks* qui connaissent des hausses fulgurantes en bourse, dans des volumes d’échange qui explosent eux aussi. Je vous expliquerai précisément comment

et avec quels outils travailler pour les repérer durant le [Sommet 2014 consacré à l'investissement](#).

▪ **Empocher de la performance en chassant le Loup**

Si la progression de ces actions repose exclusivement sur la diffusion d'informations "trop belles pour être vraies", notamment via des communiqués de presse, et que l'entreprise n'a pas de véritable activité, on peut penser qu'il s'agit d'une manipulation. D'autres indices permettent de vérifier ces suspicions.

C'est ainsi que les clients de Belfort ont perdu dans les 200 millions de dollars. Encourant jusqu'à 25 ans de prison, le Loup de Wall Street n'est finalement resté que vingt-deux mois à l'ombre après avoir coopéré avec la justice américaine. Nos techniques d'investissement permettent de générer de la performance tout en "cassant le coup" des gens comme Jordan Belfort. En devenant des chasseurs de Loup, en quelque sorte. Je vous les enseignerai durant notre [Sommet de l'investissement 2014](#).

Six innovations technologiques anti-NSA qui pourraient bien changer le monde

Les moutins enragés 18 février poste par Benji



Plutôt que de ramper et de supplier le gouvernement US de respecter notre vie privée, ces innovateurs ont pris le problème à bras le corps, et leur travail pourrait bien complètement changer la donne.

Les gens avaient l'habitude de penser que le gouvernement des

États-Unis était retenu par la Constitution, qui interdit des recherches et des saisies déraisonnables et qui requiert le respect des procédures lors des enquêtes criminelles, mais de telles illusions se sont évaporées ces dernières années. Il s'avère que la NSA se considère au-dessus des lois à tous les égards et se sent en droit d'espionner n'importe qui, n'importe où sur la planète sans mandat, et sans réelle supervision.

Évidemment, ces révélations ont choqué le citoyen moyen qui a été conditionné à prendre les paroles du gouvernement pour argent comptant, et les répercussions ont été considérables. La récente campagne « [The Day We Fight Back](#) » en protestation des pratiques de surveillance de la NSA démontre que le cœur du public est à la bonne place. Que ces genres de pétitions et de manifestations aient un réel impact sur la manière dont opère le gouvernement US est une toute autre question; toutefois quelques personnes très intelligentes ont décidé de ne pas attendre les bras croisés, pour voir ce qui peut se passer. Ils se concentrent plutôt à rendre impossible le travail de la NSA. Dans le même temps, ils pourraient bien fondamentalement changer la façon dont fonctionne Internet.

1 – Médias sociaux décentralisés – vole.cc

Quiconque aura un tant soit peu prêté attention ces dernières années sait que beaucoup des plus grands sites de médias sociaux, tels que Facebook et Google ont coopéré avec le programme de surveillance de la NSA nommé PRISM, livrant les informations personnelles qu'ils ont conservées au fil des ans. Beaucoup d'entre nous en sommes venus à mépriser ces entreprises mais continuons à utiliser leurs services, du fait qu'aucun concurrent sérieux se soit encore présenté.

Oui, il existe quelques sites qui sont orientés vers la niche anti-gouvernementale, mais rien qui n'a le potentiel d'ouverture et la portée de diffusion qui est possible sur Facebook et Google+.

Le problème sous-jacent est que la technologie des serveurs nécessaire à la gestion d'un site même de la taille d'une fraction de

ce qu'est Facebook est extrêmement onéreuse, et construire une base de code qui puisse gérer des millions d'utilisateurs nécessite une équipe de programmeurs hautement qualifiés, à plein temps. Ceci implique que celui qui veut lancer un vrai concurrent à ces sites a besoin d'avoir été très bien financé et d'avoir un modèle économique qui tienne face à la réalité. Mais... Et si quelqu'un trouvait un système qui enlève le besoin de recourir à des serveurs massivement centralisés?

C'est précisément ce que vole.cc œuvre à réussir. Vole.cc est un système de média social décentralisé en cours de développement basé sur [Bittorrent](#) et [Ember.js](#) qui enlève complètement le serveur de l'équation et permet aux utilisateurs de construire des réseaux de médias sociaux sans exposer leurs informations personnelles aux « autorités » ou aux entreprises de revente de données personnelles.

2 – Getsync, le partage de fichiers décentralisé et crypté: une alternative à Dropbox

À la suite des révélations que les données dans l'iCloud d'Apple étaient disponibles pour la NSA dans le cadre de PRISM, il est devenu clair que tout service de partage de fichiers centralisé est vulnérable, et toutes les informations que vous uploadez vers des services comme Dropbox peuvent se retrouver à être examinés par des agents du gouvernement. Les gars à Bittorrent n'ont pas aimé cette idée, et ils ont donc décidé de construire une alternative viable, une alternative qui ne dépend pas du tout d'un serveur centralisé et qui crypte vos données pour rendre leur ouverture aussi difficile que possible, voire impossible sans votre permission. Le service affirme avoir déjà rassemblé plus de 2 millions d'utilisateurs. Fait notable, le projet de média social vole.cc utilise Getsync pour gérer les données des médias sociaux sur votre ordinateur.

3 – Des communications décentralisées et cryptées – le « chat » Bittorrent

Vous n'aimez pas le fait que la NSA ait fouillé dans vos conversations Skype, vos emails et autres services de messagerie

instantanée? Eh bien si vous étiez un peu doués au niveau technique, vous auriez peut-être choisi de monter votre propre serveur Mumble ou chaîne IRC, mais cette option ne sera sans doute jamais à portée du citoyen moyen et la dépendance en un serveur centralisé apporte des vulnérabilités de sécurité. Cependant, des travaux sont actuellement en cours sur un protocole qui retirera entièrement le besoin en un serveur centralisé et exclura complètement la NSA de la boucle.

4 – Des sites web décentralisés

Cette année isohunt.com a été fermé, et The PirateBay a dû changer de domaine plusieurs fois de suite pour éviter les saisies de noms de domaines et les blocages d'adresses IP dans plusieurs pays. Ceux d'entre vous qui ont fait attention savent qu'il y a beaucoup plus en jeu ici que la survie des sites de partage de fichiers.

Des gouvernements autour du monde en sont venus à voir Internet comme une menace à leur domination du fait qu'il permet aux citoyens de communiquer hors des canaux officiels et d'organiser la résistance. Des tentatives répétées de passer des lois comme SOPA, PIPA, et le TPP (*et aussi TAFTA, ndt*) illustrent très clairement que les officiels au gouvernement ont tout Internet dans leur ligne de mire.

The PirateBay, toutefois, a trouvé une solution pour leur site qui pourrait finir par changer toute la manière dont nous naviguons l'Internet. The PirateBay développe un logiciel qui distribue son site web parmi ses utilisateurs, rendant tout effort visant à fermer leur site inutile. Alors que ce logiciel ne vise qu'à protéger The PirateBay, le concept pourrait (et devrait) être appliqué au reste du web. Le faire rendrait non seulement la fermeture de sites par le gouvernement impossible, mais cela rendrait la possibilité de vous espionner à travers les sites web que vous visitez beaucoup plus compliquée.

5 – Des téléphones anti-NSA – le Blackphone

La NSA a enregistré et écouté les conversations téléphoniques des gens tout autour du monde sans mandat. Même le téléphone de la puissante Angela Merkel a été mis sur écoute. Cela n'aide pas que les deux plus puissants fabricants de téléphone, Apple et Google, couchent ensemble avec la NSA. Une entreprise suisse a décidé de faire quelque chose à ce sujet, et ils ont mis au point un téléphone conçu pour bloquer la NSA et protéger votre vie privée. Ils l'ont appelé le Blackphone.

6 – Des emails entièrement cryptés

Vous ne vous en rendez peut-être pas compte, mais à chaque fois que vous envoyez un email vous envoyez tout un tas d'informations au destinataire (et à toute tierce partie interceptant vos communications). Parmi ces informations figure votre adresse IP, qui dans beaucoup de pays peut être utilisée pour localiser votre position sur une carte avec une précision étonnante. Ceci est dû au fait que même si vous cryptez votre message en lui-même ses intitulés, eux, ne sont pas cryptés.

Il y a un projet actuellement en cours de développement pour changer cela, il s'appelle Darkmail. Le projet Darkmail vise à introduire un « protocole de cryptage d'un bout à l'autre unique et une architecture qui est la 'prochaine génération' d'emails privés et sécurisés. » S'ils y parviennent, la NSA pourra surveiller vos emails autant qu'ils le veulent, tout ce qu'ils réussiront à voir c'est la taille du message.

Mettez ensemble toutes ces technologies et ce que nous voyons émerger est un nouveau paradigme de communications où les réseaux décentralisés remplaceront les énormes serveurs, et où les géants des médias sociaux comme Facebook et Google peuvent très bien se voir prendre le même chemin que les dinosaures/MySpace. Si vous ne pouvez pas les battre à leur propre jeu, rendez leur jeu inopérant.

Voici une technologie bonus qui pourrait rendre YouTube obsolète:

Références:

Média social décentralisé Vole: <http://vole.cc/>

Getsync: l'alternative décentralisée et cryptée à Dropbox: <http://getsync.com/>

Konstantin Lissounov, un ingénieur bulgare développe une alternative à Dropbox, décentralisée et cryptée:

<http://www.wired.com/business/2014/02/bittorrent-sync>

Chat décentralisé et crypté avec Bittorrent:

<http://labs.bittorrent.com/experiments/bittorrent-chat.html>

The PirateBay travaille à une version p2p de son site web:

<http://www.ibtimes.co.uk/pirate-bay-developing-p2p-network-tool-trump-isp-blockades-1431160>

Le téléphone anti-NSA:

<http://mashable.com/2014/01/15/blackphone/>

Le projet d'emails cryptés, Darkmail: <http://darkmail.info/>

Trouvé sur Sott.net

[Le thorium, combustible nucléaire du futur?](#)

20minutes.fr Créé le 15/02/2014

Paris - Ressource abondante à fort potentiel énergétique, moindre quantité et dangerosité des déchets: le thorium pourrait soutenir le développement d'une nouvelle filière nucléaire, mais ce minerai vu par ses partisans comme du nucléaire «vert» ne constitue pas forcément une solution miracle.

«Le thorium est trois à quatre fois plus abondant dans la croûte terrestre que l'uranium, et notamment chez les pays qui sont susceptibles de construire des réacteurs dans le futur, comme l'Inde, le Brésil et la Turquie», explique Martha Crawford-Heitzmann, directrice de la recherche, du développement et de l'innovation du géant français du nucléaire Areva.

«En cas de construction de nouveaux réacteurs, ces pays pourraient nous demander des solutions au thorium», ajoute-t-elle.

Areva a signé avec le belge Solvay, en décembre, un accord incluant un programme de recherche et de développement pour étudier l'exploitation de ce minerai comme combustible potentiel de centrales nucléaires.

Des réacteurs expérimentaux au thorium avaient été construits dès le milieu des années 1950, mais les recherches mises entre parenthèses au profit de l'uranium.

«Elles étaient motivées par la crainte d'une pénurie d'uranium. Puis elles ont ralenti, notamment en France où l'on a pu fermer le cycle de l'uranium en mettant en place un système de recyclage du combustible usé», selon Mme Crawford-Heitzmann.

Si les recherches reprennent aujourd'hui, c'est parce que l'abondance de la ressource profiterait à certains pays, comme l'Inde qui, avec environ un tiers des réserves mondiales, s'est clairement engagée dans la voie du thorium dans le cadre de son ambitieux programme de développement nucléaire civil.

En revanche, pas de bouleversement en vue dans une France très nucléarisée. «De nombreux pays ont investi des milliards et des milliards d'euros dans des infrastructures industrielles qui dépendent de l'uranium. Ils cherchent à les amortir et n'ont pas envie de les remplacer», souligne Mme Crawford-Heitzmann.

Les avantages ne sont pas suffisamment décisifs pour sauter le pas. «L'intérêt du thorium ne prend tout son sens que dans des réacteurs très innovants, comme ceux à sels fondus, qui sont encore à l'étude papier», selon le chargé de mission CNRS Sylvain David, qui travaille sur un tel projet à l'Institut de physique nucléaire d'Orsay.

Evolution plutôt que révolution

Principal inconvénient du thorium: il n'est pas naturellement fissile, contrairement à l'uranium 235 utilisé dans les réacteurs actuels. Ce n'est qu'après absorption d'un neutron qu'il produit une matière fissile, l'uranium 233, nécessaire pour déclencher la réaction en chaîne dans le réacteur. Pour amorcer un cycle thorium, il faut donc de l'uranium ou du plutonium (issu de l'activité des centrales).

«Sans compter qu'il faudra plusieurs dizaines d'années pour accumuler suffisamment de matière fissile pour pouvoir démarrer un cycle», souligne le Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Les risques ne sont pas non plus nuls. Certes, les combustibles au thorium fondent à une température plus élevée, retardant le risque de fusion du cœur du réacteur en cas d'accident. «Mais on ne peut pas dire que c'est le cycle

magique où il n'y a plus de déchets, plus de risques, plus Fukushima», insiste M. David.

L'uranium 233 est fortement irradiant, ce qui nécessiterait «des usines beaucoup plus compliquées, avec des blindages pour respecter les règles de radioprotection», selon le CEA.

Quant à dire que les déchets sont moins radioactifs, «ce n'est pas exact: la radioactivité est plus faible à certaines périodes, et plus forte à d'autres. Il n'y a pas un avantage absolument décisif à cet égard».

Résultat: la production industrielle d'énergie grâce au thorium n'est pas pour demain.

«Je ne pense pas qu'on aura des réacteurs avant 20 ou 30 ans. Et cela se fera progressivement, en complément au cycle fermé», prédit Martha Crawford-Heitzmann. D'autant plus qu'avec le cycle fermé uranium-plutonium, «la ressource nucléaire est assurée pour des siècles».

Dans cette optique, le CEA développe un prototype de réacteur à neutrons rapides refroidis au sodium, baptisé «Astrid», qui grâce à l'uranium 238 permet d'utiliser plusieurs fois le plutonium et même d'en produire plus qu'il n'en consomme par «surgénération».

Or, l'uranium 238 représente 99,3% du minerai d'uranium et «de grandes quantités ont déjà été extraites des mines, dont on ne sait pas quoi faire», souligne M. David.

(Revue mondiale)

L'Europe est devenue la zone d'investissement privilégiée par les gérants internationaux

Jean-Jacques Netter 18 février

Les bourses mondiales ont remonté de 2,4% cette semaine, selon l'indice MSCI AC World avec une meilleure performance (+2,4%) des marchés développés sur les marchés émergents (+2,1%). En Europe, le marché allemand (+3,9%) a fait nettement mieux que le marché français (+2,7%). Aux Etats Unis, la hausse est de 3,2% pendant la semaine. Même si les risques sont encore nombreux (Chine, marchés émergents, éclatement de bulle immobilière...), les investisseurs semblent rassurés par la perspective

d'une croissance mondiale de 3,6% en 2014, avec une croissance restant anémique en Europe autour de 1%.

Le hollandisme post voyage aux Etats Unis est prometteur si des décisions courageuses sont prises rapidement

En France, la Cour des Comptes craint un dérapage du déficit public en 2013, car les rentrées fiscales ont été selon elle surestimées. Le choc fiscal mis en place par le gouvernement a été totalement inefficace puisqu'en face de 33Md€ de prélèvements supplémentaires il n'y a eu que 13Md€ de réduction du déficit public. Même si le nécessaire freinage des dépenses publiques est devenu la clé de voûte de la politique du Gouvernement, on peut encore douter tant que nous n'aurons pas vu les premières mesures courageuses.

Le moteur de l'immobilier dans un pays où l'on manque cruellement de logements est totalement à l'arrêt. Notre pays est même devenu in des rares où la mise en chantier de logements va baisser en 2014.

La création d'emplois par le secteur privé, seule statistique qui compte vraiment est toujours faible. Elles ont créé 14 700 emplois au quatrième trimestre après avoir supprimé 65 000 emplois sur l'ensemble de l'année. Le rebond de la fin de l'année mis en avant par les médias n'est tiré que par la progression de l'intérim.

Le « hollandisme » post voyage d'état aux Etats Unis est un grand exercice de communication qu'on ne peut qu'approuver, après avoir nié pendant des mois que la France était sur une pente dangereuse en matière d'attractivité pour les investisseurs étrangers. Avec un peu d'humour certains gérants pensent que François Mitterrand avait débarrassé la France du communisme en les écartant du gouvernement. François Hollande serait selon eux, en train de faire la même chose en écartant les socialistes et les écologistes. A suivre...

En Allemagne, la production industrielle stagne depuis deux ans et le reste de l'Europe décline. Le crédit baisse aussi en Allemagne. Les taux longs sont supérieurs au taux de croissance de l'économie.

En Europe, on assiste à un timide redémarrage dans la zone Euro. **L'Italie** est encore en panne alors que **l'Espagne** et **le Portugal** ont l'air de redémarrer. **La Grèce** et **Chypre** sont toujours en récession profonde. Les

investisseurs achètent les sociétés il faut acheter les sociétés ont été détestées depuis cinq ans. Les meilleurs performances de la semaine ont été réalisées par **Renault** (+12,7%), **Michelin** (+8,8%) et **Société Générale** (+7,5%)

L'augmentation des allocations sur l'Europe dans les portefeuilles est en train de se produire européen est en marche. La reflation est en train de se produire. Le sondage réalisé par *Goldman Sachs* lors de sa dernière présentation en Asie a montré que pour 60% des gérants, l'Europe était la zone d'investissement la plus attractive. L'Europe serait dans une phase de « keynésianisme thatchérien » où l'on va mettre de côté le rigorisme monétaire de la Bundesbank en Allemagne et les exigences irréalistes de la CGT en France. On a un début de reprise économique et toujours beaucoup de pressions sur la BCE pour qu'elle reste particulièrement accommodante. A suivre ...

En Chine, le « shadow banking » (=crédit consentis par des entités qui ne sont pas des banques), continue d'inquiéter. Chaque semaine il y a un nouveau fonds de produits structurés qui fait faillite car 50% de l'actif de ces fonds a été investi en infrastructures, énergie, mines. Cette semaine c'est au tour de **Jilin Trust**. Tant que la croissance restera au dessus de 8 à 9% tout défaut ne sera pas systémique et restera gérable, estime *Chen Zhao* *Managing Editor de BCA*.

Les craintes de « hard landing » semblent excessives, même si la Chine resserre actuellement le crédit intérieur. En parallèle, elle ouvre le marché des « Dim Sum Bonds » (= entreprises qui se financent en émettant des obligations en Renminbi) . Il faudrait éviter néanmoins que la Chine siphonne l'épargne mondiale, ce qui serait très négatif pour le reste du monde.

En Inde, la décélération de l'inflation autour de 8% est plus rapide qu'attendue. C'est une bonne nouvelle.

Aux Etats Unis, la croissance économique du secteur privé a été de 5% au quatrième trimestre. L'Amérique est en train de devenir un véritable état pétrolier, beaucoup dépendant des monarchies pétrolières que dans le passé. On mesure également que les Etats ont supprimé des centaines de milliers de postes de fonctionnaires et ont limité la hausse des impôts locaux. Le Congrès a écarté la menace d'un défaut de paiement.

Le dollar devrait remonter car la balance commerciale s'améliore.

Toutefois, la Federal Reserve va accélérer le « tapering » si la croissance est supérieure à 3%. Une correction est probable, mais cela ne remet pas en cause le mouvement de hausse des actions qui devrait se produire à un rythme plus modéré, environ 3% en moyenne par an au cours des cinq prochaines années. Le potentiel de hausse est donc limité

Au Japon, le dernier trimestre a été décevant en matière de performance économique.

il y a moins de place pour une poursuite de la baisse des taux pense *Mark McClellan Managing Editor de BCA à Montréal*. Tout le débat porte maintenant sur l'influence de la hausse de la TVA. En 2007 l'Allemagne avait remonté sa TVA et cela lui a réussi.

En tout cas, les gérants spécialisés estiment qu'il ne faut plus acheter le Japon pour la baisse du Yen. Il faut acheter maintenant les banques si l'on croit au succès d'« Abenomics » (=la politique économique du Premier Ministre Shinzo Abe).

Dans les pays émergents, les problèmes ne sont pas aussi graves que dans les années 90. Les marchés se traitent avec une décote de l'ordre de 30% sur les marchés développés. Les risques de contagion ne sont pas très importants pense *Bruce Kasman économiste chez JPMorgan*

La fermeture de fonds spécialisés par un gérant aussi respecté que *Brevan Howard* est toujours un signe qui doit être interprété convenablement. Aucune explication officielle n'a été fournie mais il faut constater que les marchés émergents sont surpondérés en secteurs administrés et qu'ils ne montent plus quand les matières premières baissent.

Cela a pour conséquence que l'on croit acheter de la croissance, mais ce n'est pas le cas.

Désormais, il faut faire très attention aux sociétés qui ont emprunté en devises étrangères. Dans le cas de l'Inde la baisse de la roupie a augmenté l'endettement des sociétés indiennes de 35Md\$! Le price/book des marchés émergents est de 30% inférieur à celui des marchés développés. Rien n'ind

Dans le secteur des vins et de spiritueux, la Chine boit moins. Les ventes de pernod Ricard en Chine ont baissé de 18% au cours des six premier mois

de son exercice en cours. Le secteur est le deuxième poste excédentaire de la balance commerciale française derrière l'aéronautique. Cette évolution montre que les sociétés du secteur qui ont été plébiscitées pendant de longs mois en bourse soient maintenant considérées comme moins attractives.

L'uranium revient au devant de la scène après trois ans d'éclipse. Xan Rice du Financial Times a consacré un récent papier au sujet. Il explique que le retour du Japon sur le nucléaire va changer beaucoup de choses.

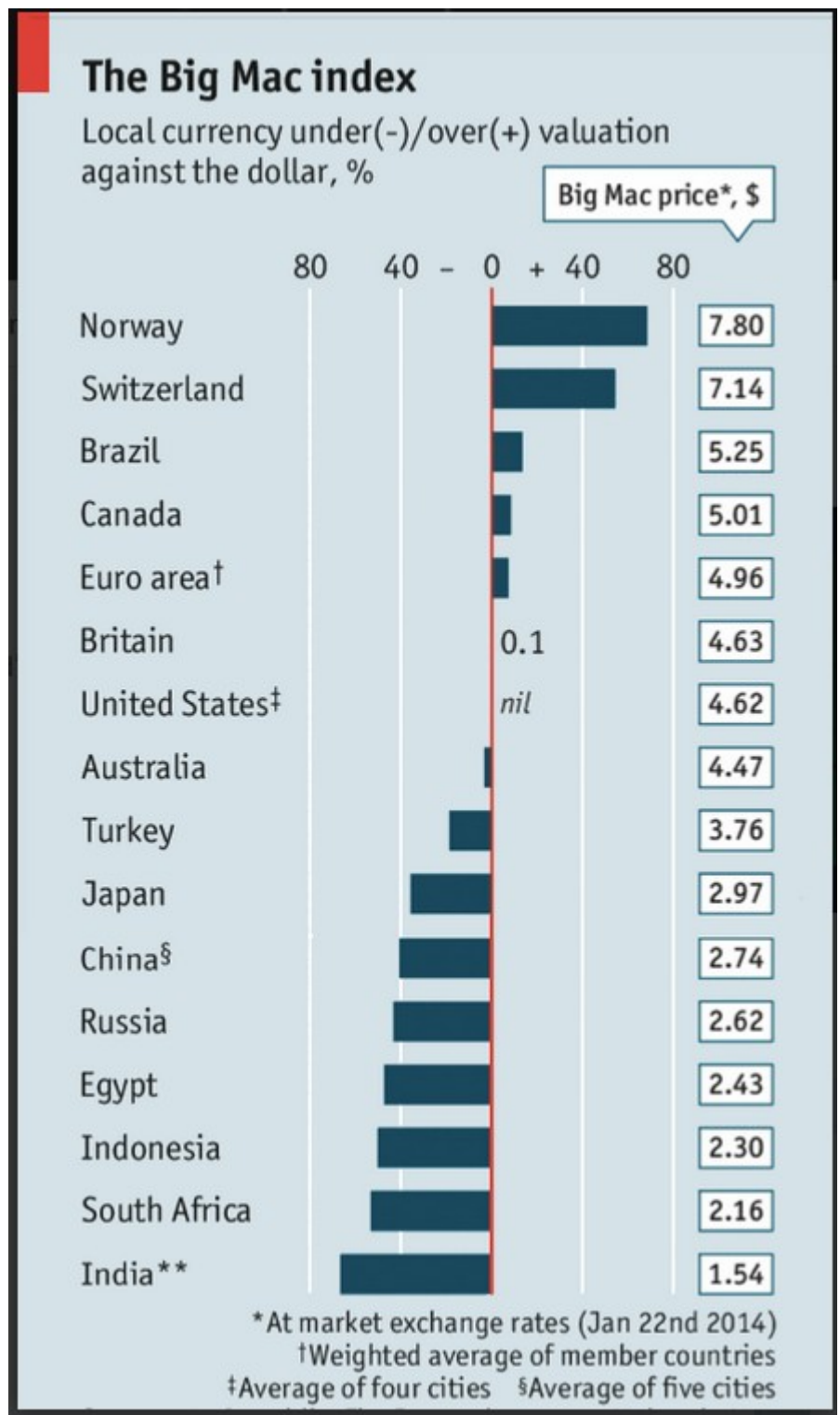
Parallèlement on constate que de nombreux fonds de Private equity se retirent du secteur des énergies renouvelables qui sont maintenant considérés comme non intéressants compte tenu de la médiocrité des performances réalisées.

L'or, qui a été la grande déception de l'année 2013 est en progression de 10% depuis le début de l'année. Le métal jaune monte doucement sans raison apparente. Les chinois qui ont peur d'une baisse du dollar achètent maintenant plus d'or que les indiens.

Le « Big Mac » index

Michel Santi 19. fév. 2014

Jauge de sur évaluation ou de sous évaluation d'une monnaie par rapport à un indice de référence, qui est le « Big Mac » libellé bien-sûr en Dollar.



[Voici comment ne plus payer d'impôt](#)

[\(si vous êtes riche\)](#)

ActuWiki 18 février

Des banques ont relancé un vieux produit financier permettant de vivre sans revenus déclarés, voire de blanchir un compte en Suisse. En plus, c'est légal.



Le Crédit Suisse figure parmi les quelques banques à proposer le « crédit Lombard ». Nous l'avons contacté mais elle n'a pas souhaité répondre à nos questions. (SIPA)

C'est le dernier produit dont on parle, à mots à peine couverts, dans les dîners en ville. Il existe depuis plus d'un siècle mais faisait office d'antiquité jusqu'à ce que la hausse des impôts pour les plus hauts revenus, le durcissement de l'ISF et la traque aux comptes non-déclarés à l'étranger le remettent en selle.

Il figure désormais en bonne place dans la « boîte à outil » des techniques préférées des conseillers en optimisation fiscale. Son nom ? Le crédit lombard. En 5 ans, le nombre des Français qui y ont recours est passé de quelques centaines à plusieurs milliers, l'an dernier. Cette année, c'est l'explosion: il devrait s'en signer entre 20 et 30.000, pour des sommes qui dépasseraient la dizaine de milliards. Explication et plongée dans un monde trouble : les MPR, autrement les « méga-problèmes de riches ».

Un montage parfaitement légal

Le crédit Lombard est un produit en apparence tout ce qu'il y a de plus banal. « Il s'agit, explique Edouard Petitdidier, associé fondateur de la société de gestion Allure [Finance](#), d'un prêt de 1, 2 ou 3 ou 4 ans gagés sur des actifs d'assurance vie ou des valeurs mobilières en dépôt dans l'établissement prêteur ».

Si l'emprunteur vient à ne plus rembourser sa dette, la banque devient automatiquement propriétaire de la garantie, ce qui apure la dette. Proposé par toutes les filiales des grandes banques suisses installées en [France](#), mais

aussi par d'autres établissements comme KBL-Richelieu et Banque 1818, ce produit est très apprécié par les utilisateurs les plus fortunés. Car beaucoup savent que le Lombard ne livre ses vrais avantages que si l'on pousse à bout sa logique...

Voilà comment ça marche

Prenons un cas concret. Monsieur Georges -appelons-le comme cela- nous a été présenté par un conseiller en gestion de patrimoine. C'est un patron d'entreprise française qui paie beaucoup d'impôts sur le revenu. Ou plutôt qui en payait beaucoup. En contrat avec l'Etat, il aurait pu choisir de faire comme ses amis et partir s'installer à [Bruxelles](#). Mais il a préféré rester à Paris. Mais les 300.000 euros qu'il laissait au fisc chaque année (sur ses revenus de plus de 800.000 euros et son patrimoine personnel évalué à 4 millions) le faisaient néanmoins enrager.

Le crédit Lombard a calmé sa colère : en réduisant à presque rien son [salaire](#), il a divisé son impôt par dix. Comment vit-il ? Tout simplement grâce à l'argent que lui a prêté sa banque –un de ces fameux « crédits lombards » -. Il est gagé sur un contrat d'assurance d'un million d'euros qui servira à rembourser, dans trois ou quatre ans, les 800.000 euros qu'elle lui aura versé sur son compte courant dans lequel il peut puiser à sa guise. Versements qui seront, forcément, exempts de tout impôt, puisqu'il ne s'agit pas d'un revenu! L'opération peut être renouvelée plusieurs fois, mais notre chef d'entreprise n'en doute pas : »D'ici là, la majorité aura changé, et le nouveau gouvernement aura mis fin à la sur-taxation des chefs d'entreprises... »

On ne prête qu'aux riches

Autre avantage de cette formule : vivre à crédit, grâce à un Lombard, ne coûte pas très cher : le taux appliqué est généralement celui de l'[Euribor](#) 3 mois + une marge comprise entre 1,2 et 1,6 point. Soit, au taux d'aujourd'hui, environ 2,5%. Gardiner, une société suisse de gestion de portefeuille se vante même de prêter à 1,9%...

Obtenir un prêt Lombard coûte donc moins cher que ce que rapporte le (bon) contrat d'assurance-vie que l'on apporte en contrepartie. Autrement dit, vivre à crédit ne coûte rien et en plus permet d'économiser sur ses impôts! Quant au [salaire](#) qu'il se versait, il le réinvestit dans l'entreprise, qui n'a jamais été

aussi prospère... Rien d'étonnant, donc, à ce que de plus en plus de chefs d'entreprises soient tentés. « C'est vrai, certains clients nous l'ont demandé » reconnaît Bruno Cellier, responsable de l'offre patrimoine de KBL Richelieu. « Mais s'ils l'ont fait, c'est contre notre avis. » Trop près de l'abus de droit ? En tout cas, en [France](#), créer un montage destiné uniquement à échapper à l'impôt est puni par la loi...

Faire « disparaître » un compte en Suisse

Mais si le crédit lombard connaît un tel succès auprès des Français aisés, ce n'est pas seulement du fait de quelques patrons salariés un peu trop imposés. La traque aux comptes non déclarés en Suisse lui a aussi donné un beau coup de fouet. C'est en effet une des grandes techniques des banques françaises pour rapatrier l'argent non déclaré de leurs clients au nez et à la barbe de Moscovici.

Pour le banquier genevois « repenté », Pierre Condamin-Gerbier, le prêt lombard est l'une des techniques préférées des filiales françaises de banques suisses pour filouter le fisc. Leur méthode est simple : un client français ayant un compte en suisse achète un bien en France. Pour cela, il sollicite un prêt d'une banque suisse installée en France. Celle-ci se garantit par une hypothèque, mais, parallèlement, prévoit une autre garantie, « hors livres » comme on dit dans le jargon bancaire, qui est donnée par la maison mère à sa filiale parisienne.

Là encore, en cas de défaut de remboursement -ce qui ne manquera pas d'arriver, puisque c'est le but de la manoeuvre- la banque saisira le compte non-déclaré de l'emprunteur et la propriété de ses actifs suisses passera donc à la banque. Le montage est d'autant plus astucieux, précise Pierre Condamin-Gerbier que « l'établissement ne déclarera pas nécessairement cette saisie ».

Les apparences sont donc sauvées et tout le monde y gagne : la banque car elle a fait une double opération qui lui a permis de prélever, à chaque étape, des frais, et le particulier qui peut ainsi faire disparaître de son patrimoine des avoirs qui commençaient à lui brûler les doigts. Simple et radical pour résoudre le principal méga-problème du moment pour quelques milliers de riches...

Le Venezuela et l'Argentine en disent long sur la France

HASHTABLE Demaerd Awards et Grenelle de la Décomposition

Bon, décidément, la révolution bolivarienne, ça ne marche pas. Du reste, j'avais noté, il y a un an de cela, que ce qui se passait au Venezuela, à savoir l'application de principes socialistes de plus en plus étendus et profonds, conduirait inévitablement le pays à la ruine. Et mon pronostic s'était confirmé en octobre dernier lorsqu'on avait pu constater l'apparition de pénuries assez systématiquement associées avec les meilleures pages du collectivisme. À présent, le socialisme chavezöïde part totalement en sucette.



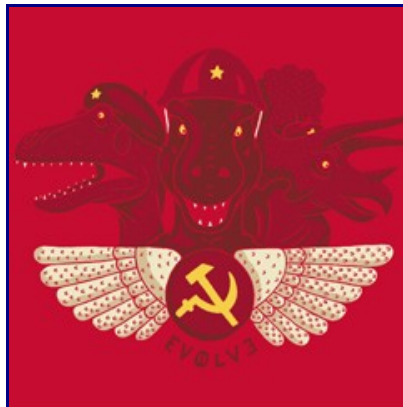
Et c'est, finalement, parfaitement logique : encore une fois, et comme dans toutes les expériences précédentes, le conducteur ivre a planté la voiture dans le fossé. Encore une fois, les embardées qui ont précédé le plantage ont toutes été mises sur le dos des conditions atmosphériques, de la qualité de l'asphalte, de l'imprécision des commandes de bord et de la mauvaise volonté générale des éléments extérieurs à se comporter comme le désirait le pilote bourré. Et comme on peut s'y attendre, alors que les pompiers seront mobilisés pour désincarcérer son corps mutilé de l'épave fumante, vous pouvez être sûr que la presse française commentera l'accident en notant le retard des secours, l'absence de marquage au sol, le virage bien trop sec, la route bien trop humide, et ne voudra jamais voir le conducteur bien trop imbibé.

Le socialisme ne marche pas, même pas une fois, même pas en rêve, même pas par hasard ou sur un malentendu. Jamais. Et encore une fois, un pays dirigé par un socialiste s'en va droit à la guerre civile. Encore une

fois, les intellectuels (notamment Français) s'empresseront de ne pas mettre le désastre sur le dos des responsables pourtant évidents, un Chavez à moitié fou et un Maduro parfaitement incompetent, tous les deux baignés d'une idéologie mortifère qui a pourtant déjà maintes fois prouvé qu'elle ne marchait pas.

Encore une fois, les petits excités du socialisme réel nous expliqueront deux choses qu'ils qualifieront d'évidentes.

D'une part, cet échec n'est pas un échec du socialisme. Même si une goutte de merde dans un bol de soupe a cette fâcheuse tendance à produire un bol de merde, et même si l'introduction d'une toute petite quantité de socialisme dans une société aboutit systématiquement à une baisse de la satisfaction générale, tout ceci n'est qu'un nouvel essai raté qui ne pourra jamais être mis au débit du vrai socialisme, le pur, qui n'entraîne que joie, bonheur et lendemains qui chantent, parce que c'est marqué sur la petite brochure rouge.



D'autre part, cet échec n'est que la conséquence logique des émeutes de plus en plus violentes actuellement à Caracas, qui ne sont elles-mêmes que le résultat de [complots ourdis par la CIA américaine](#) / la machination [des sauriens](#) / la finance internationale apatride, trio mémorable toujours fourré dans les pattes des lidés maximos, minimos et aproximativos qui se lancent dans le communisme avec cœur, ferveur, humanisme, et une bonne cargaison d'armes automatiques, butez-moi ces dissidents sans attendre merci.



En attendant, on n'entend guère les pépiements de Mélenchon qui devrait pourtant se réjouir de constater que tout un peuple se lève, unanime ou presque, pour retrouver sa liberté. On ne lit pas beaucoup, dans les colonnes d'habitude enfiévrées de Libération, de mise en perspective des « millions » de pro-chavistes qu'on voyait défiler lors de la campagne de Maduro, et les quelques protestataires violents dans les rues de Caracas... Pas de remise en question des scores pourtant fleuves de ces élections, alors que, pourtant, des fraudes avaient été repérées.

Et pendant que le Venezuela montre clairement que l'expérience chaviste est un échec cuisant qui aboutit, pour un pays exportateur de pétrole, à des inégalités creusées, une société plus violente et plus pauvre, où les pénuries sont maintenant choses communes, et ce pendant que l'argent du pétrole n'arrive pas à calmer les ventres populaires, l'Argentine montre que les mêmes recettes socialistes provoquent les mêmes effets catastrophiques.

Rassurez-vous : aucun parallèle n'est fait entre les trajectoires de ces deux pays et celle de la France, par exemple. C'est dommage, parce qu'il y a plusieurs éléments qui laissent penser que **tout ceci ne doit rien au hasard**.



Pire : si le Venezuela montre surtout l'attachement indéfectible des « intellectuels » français au communisme le plus romantique dans les journaux et le plus délétère dans les faits, l'Argentine montre, elle, que le mal est profond et s'étend bien au-delà de quelques universités et quelques épaves journalistiques en attente d'une aumône étatique. Le pays sud-américain, qui était encore la 9ème puissance mondiale en 1950, est en effet l'heureux

bénéficiaire du soutien financier de la Banque de France.

Oui oui, vous avez bien lu, contribuable français : vous soutenez l'Argentine. Et quel soutien !

Comme le détaille [ce fort intéressant article](#) de Jean-Philippe Feldman paru récemment dans Les Échos, l'Argentine a eu recours, il y a une dizaine d'années, à un certain nombre de prêts pour redresser ses finances et tenter de sortir du borbier dans lequel une bonne petite dose de socialisme l'avait fourré (si vous voyez comme un motif qui se répète, c'est que la propagande journalistique française n'a pas totalement fonctionné). Ces prêts furent alors placés volontairement par l'État argentin sous juridiction américaine, et ce afin de rassurer les prêteurs sur sa volonté de remboursement. Sans grande surprise, lorsqu'il a fallu rembourser, patatras, le gouvernement de Buenos Aires fit volte-face. Et la juridiction américaine, seule compétente en vertu des accords conclus par les parties prenantes, a tranché, à plusieurs reprises, dans le sens des prêteurs : les engagements pris par contrat doivent être respectés et le gouvernement argentin doit donc rembourser, il n'y a pas à tortiller. Ici, vous pourrez insérer l'un ou l'autre juron habituel anti-capitaliste de votre choix, ainsi que le mode « Complot de la CIA » qui s'impose à l'évidence.

Devant cette déconfiture, incroyablement, les autorités françaises ont choisi de soutenir publiquement le gouvernement argentin spoliateur. Comme l'explique fort bien Jean-Philippe Feldman :

« Entre les prêteurs lésés et un gouvernement malveillant, Paris a choisi de soutenir ceux qui renient leur parole, ceux qui violent les contrats, ceux qui ignorent leurs engagements. »

C'est bien résumé : les élites politiques et financières françaises se fichent comme d'une guigne de toute moralité, de la parole donnée ou de la nécessité d'un respect minimum des contrats, ou de la Loi en général. Opérés de la honte très jeunes et habitués très tôt à ne voir dans la morale qu'une encombrante convention sociale dont on devra se départir très vite pour accéder aux plus hautes fonctions de l'État, les politiciens et technocrates français illustrent ici qu'ils sont aussi touchés par le mal qui ronge l'Université et la presse française, gauchisées à outrance au point d'en être caricaturaux.

Et lorsqu'on apprend que non seulement la France fait un joyeux trampoline sur la loi internationale, mais qu'en plus elle a eu la judicieuse idée de faire contracter par la Banque de France des relations avec la Banque Centrale Argentine (apparemment, c'est la seule banque centrale au monde à accepter ce type de rapprochement avec le régime Kirchner), on comprend qu'il n'y a plus de limite dans l'indécence et l'immoralité ; l'idéologie dogmatique des élites, qu'elles soient jacassantes ou agissantes, est devenue une manie si compulsive qu'elle permet d'affirmer, sans se tromper, que ce pays est foutu.

Microsoft: Windows 8 franchit la barre des 200M de licences

LesAffaires.com Publié le 13/02/2014

Microsoft a annoncé jeudi avoir écoulé à plus de 200 millions d'exemplaires son système d'exploitation Windows 8, qui était censé lui faire rattraper son retard dans le mobile, mais a reçu un accueil mitigé.

« Windows 8 a dépassé les 200 millions de licences vendues, et nous restons sur une bonne dynamique », a indiqué à l'AFP une porte-parole du géant des logiciels.

Elle a précisé que ce nombre comprenait à la fois les mises à jour opérées directement par les consommateurs et les licences achetées par des fabricants de tablettes et de PC. Ces derniers n'ont donc pas forcément été vendus.

Le montant exclut en revanche les achats de licences par des entreprises, qui représentent une grosse partie de ses clients, mais sur lesquels le groupe traditionnellement ne divulgue pas de chiffres détaillés.

Windows 8, qui « réinventait » l'un des logiciels vedettes de Microsoft pour l'adapter en particulier aux écrans tactiles des tablettes, était sorti fin octobre 2012.

La barre des 100 millions de licences avait été franchie six mois plus tard, soit un rythme similaire à celui enregistré lors de la version précédente, Windows 7, quelques années plus tôt. Certains analystes avaient toutefois remarqué à l'époque que le marché avait entretemps changé, avec beaucoup plus d'appareils et de concurrents.

Windows 8 n'a pas réussi à endiguer la crise sur le marché du PC, dont les

ventes ont accéléré leur recul en 2013 (-10% selon le cabinet de recherche IDC) après déjà une mauvaise année 2012.